

LA RÉVOLUTION ALLEMANDE

LA RÉVOLUTION ALLEMANDE

La révolution allemande est peut être la révolution ouvrière la plus proche de celle de l'avenir, la plus proche de nous. Elle s'est produite dans un pays capitaliste extrêmement développé, dont les usines et les travailleurs ressemblent beaucoup à nos usines et aux travailleurs d'aujourd'hui.

Cette révolution est née de la première guerre mondiale. Et la guerre est elle même le produit du développement capitaliste de l'époque.

L'IMPORTANCE DE LA COURSE AUX COLONIES, ET DU RETARD DU CAPITALISME ALLEMAND

Dans les dernières années du 19ème et au début du 20ème, l'Allemagne connaît une profonde transformation économique ainsi qu'un développement démographique très rapide, la population atteignant près de 68 millions d'habitants en 1913. C'est à cette époque le deuxième producteur mondial de houille, le premier producteur européen de fonte et de fer et elle occupe la première place dans la production de l'industrie chimique.

Mais il y a un facteur dont le capitalisme allemand n'a pas voulu ou n'a pas pu développer l'importance à temps, c'est la possession des colonies. En effet, dans la dernière décennie du 19ème siècle, entre 1890 et 1900, on assiste à une formidable course à la possession des colonies. Il ne s'agit plus à ce moment-là de disposer de quelques bases stratégiques d'un point de vue militaire ou commercial, réparties à travers le globe, comme cela avait été le cas pendant plusieurs décennies de colonisation au 19ème siècle. Il s'agit maintenant d'occuper et de contrôler des territoires gigantesques, plusieurs fois ou plusieurs dizaines de fois plus étendus ou plus peuplés que ceux de la puissance colonisatrice.

Il y a une double raison à l'accélération de cette course aux colonies. D'abord, le développement du capitalisme qui a concentré des entreprises en trusts, cartels, ententes, et qui commençait à arriver à maturité à la fin du 19ème siècle. La libre concurrence commence donc à faire place à un nouveau capitalisme dans les quelques pays dominants : c'est le capitalisme des monopoles. Ceux-ci ont besoin d'une quantité considérablement plus grande de capitaux, de matières premières, de débouchés.

La deuxième raison est que ce besoin nouveau, crucial, qui aiguillonne les couches de la haute bourgeoisie, se produit de façon concurrentielle entre la Grande Bretagne, les USA, la France, l'Allemagne. La Grande Bretagne a, la première, constitué un formidable empire, avec la place forte des Indes. La France s'est lancée dans une course pour la deuxième place avec les conquêtes africaines et celles d'Asie du Sud-Est.

Les USA disposent d'une zone en quelque sorte "naturelle" dont l'éloignement géographique de l'Europe, va faire une chasse gardée qu'ils n'auront pas besoin d'occuper de façon coloniale, mais où ils ne se priveront pas d'intervenir militairement pour en conserver le contrôle absolu et exclusif.

L'Allemagne dispose à la veille de 1914 d'un empire colonial non négligeable : 3 millions de kilomètres carrés et 12 millions d'habitants. Mais, dans la concurrence, c'est à dire la guerre économique, que se livrent les grandes puissances, cet empire ne fait pas le poids. La France a 10,6 millions de kilomètres carrés et 55 millions d'habitants. Soit 4 fois plus que l'Allemagne. La Grande-Bretagne, elle, a 33 millions de kilomètres carrés et 390 millions d'habitants, soit encore 4 ou 6 fois plus que la France.

Ce handicap du capitalisme allemand provient du retard de l'unification allemande. Celle-ci ne s'est pas produite en 1848, lors de la dernière révolution bourgeoise. Et il faudra la guerre de 1870 pour que Bismarck trouve l'occasion de commencer à résoudre ce problème. Du coup, au moins dans un premier temps, il ne se montre pas chaud pour, en même temps, se lancer dans la conquête de nombreux territoires.

Dans les années 1910, la guerre est donc inscrite dans l'évolution même de l'économie capitaliste mondiale. L'Allemagne qui se développe plus vite que les vieux pays européens voit son capitalisme bridé par l'occupation coloniale.

De 1905 à 1911, l'Allemagne se lance dans une épreuve de force au Maroc. Après un premier échec, elle relance sa tentative et exige la cession du Congo. Bientôt, se constituent deux blocs d'alliances : Allemagne, Autriche-Hongrie et Italie d'un côté ; France, Russie et Angleterre de l'autre. Cette situation accélère les tensions et pousse à la course aux armements.

Le 1^{er} août 1914, le gouvernement allemand commence par déclarer la guerre à la Russie. Deux jours plus tard, il déclare la guerre à la France. La classe ouvrière va être mobilisée au front, dans les tranchées et dans les usines sous contrôle militaire. La population rationnée, la presse censurée, toute opposition à la guerre réprimée ou interdite, c'est toute la société allemande qui va être soumise au régime militaire. La guerre va s'avérer une véritable boucherie sur le front, une oppression terrible pour les masses.

LA GUERRE VÉCUE PAR LES MASSES OPPRIMÉES

Comment les masses, et en particulier les travailleurs, pouvaient-elles accepter un tel retournement de situation ? Elles, chez qui l'on voyait à la veille de la guerre uniquement s'affirmer des sentiments pacifistes, voire des déclarations révolutionnaires en cas de déclenchement du conflit.

Bien sûr, nous savons l'importance de la trahison du parti du prolétariat allemand, comme de toute la 2^{ème} Internationale. Nous savons que tous les partis ou presque se sont effondrés, ralliant d'un bloc chacun leur bourgeoisie.

Mais cet effondrement à lui seul n'explique pas tout. Les masses même les mieux organisées, ont aussi leur mouvement propre. C'est ce qu'explique Trotsky dans ce texte d'avril 1918 :

"Pourquoi, au début, la guerre réveille-t-elle le sentiment patriotique des masses laborieuses ? Parce que malgré l'existence d'un Parlement, de partis socialistes et même de communistes, autour d'eux il y a encore des millions de travailleurs qui n'ont pas de vie morale ni sociale... Ils travaillent, ils mangent et ils dorment, plus exactement ils mangent et dorment tout juste leur compte et travaillent au dessus de leurs forces : dans ces conditions, ils ne pensent qu'à joindre les deux bouts. Leur horizon se limite là... leur conscience somnole en période habituelle, et de temps en temps, pris d'angoisse devant leur situation sans issue, ils s'adonnent à la boisson... telle est souvent l'existence de l'ouvrier... Mais la guerre éclate, on mobilise le peuple, il descend dans la rue... On lui dit : "Marchons à l'ennemi, soyons vainqueurs et, après, tout changera". Et les masses commencent à espérer... En temps de paix peut-être, l'homme écrasé sous son fardeau quotidien est aussi incapable de penser qu'un boeuf sous le joug, mais là, bon gré mal gré, il se met à réfléchir : les centaines de milliers de soldats, l'agitation, la musique militaire, les journaux qui annoncent de grandes victoires, et il se met à penser que la vie va changer, et si elle change, ce sera en mieux... parce qu'elle ne peut pas être pire. Et il commence à se persuader que la guerre est un phénomène libérateur qui lui apportera quelque chose de nouveau. C'est pourquoi, continue Trotsky, au début de la guerre, nous avons nous-mêmes remarqué dans tous les pays sans exception un élan patriotique. A ce moment, la bourgeoisie devient plus forte... Mais après cela, la guerre épuise de plus en plus le pays, saigne le peuple, enrichit des tas de maraudeurs, de spéculateurs... tandis que les masses laborieuses s'appauvrissent de plus en plus... Et c'est ce qui provoque la révolution spontanée dans l'esprit des masses laborieuses. D'abord la guerre les relève en leur donnant de faux espoirs, puis elle les rejette à terre en leur faisant craquer la colonne vertébrale."

Voilà donc comment Trotsky décrit les rapports psychologiques par lesquels la classe dirigeante parvient à entraîner des millions d'hommes dans la guerre, la leur faisant accepter d'abord, avant de leur en imposer toutes les conditions.

La guerre est une situation totalement différente, nouvelle, terrible : "La colonne vertébrale est craquée", et il faut des mois, des années avant que le plus petit mouvement de réaction puisse naître. Et pourtant, de la guerre va aussi naître partout, dans la quasi-totalité des pays en guerre, la réaction la plus puissante et la plus profonde qui soit, le souffle de la révolution sociale. Les premières réactions sont donc sporadiques, isolées, de survie presque.

Dès le 1^{er} février 1915, le pain est rationné, suivi ensuite de la graisse, de la viande, des pommes de terre. L'année 1915 est marquée par des manifestations contre le rationnement et la forte augmentation des prix. L'hiver 1915-1916 est le terrible "hiver des rutabagas". Les cartes de rationnement donnent droit, s'il y en a, à 1,5 kg de pain, 2,5 kg de pommes de terre, 80 g de beurre, 250 g de viande, 180 g de sucre et un demi œuf par semaine ; ce qui correspond au tiers des calories nécessaires.

Travailleurs, soldats et marins, populations civiles souffrent de la faim. Pendant cette période, les salaires tendent vers un minimum alimentaire, compromis par la pénurie. En mai 1915, un millier de femmes manifestent pour la paix devant le Reichstag. En novembre 1915, des incidents éclatent à Stuttgart où les femmes manifestent contre la cherté de la vie. A Leipzig, la police réprime une manifestation contre les prix de la viande.

LA VOLONTÉ D'EN FINIR AVEC LA GUERRE COMMENCE A RENAÎTRE APRES DEUX ANS D'HORREURS

A partir de 1916, la volonté d'arrêter cette guerre meurtrière va venir se rajouter aux autres problèmes. Les batailles de 1916 coûtent très cher en vies humaines et ne font qu'empirer les choses. De février à décembre, ce sont en effet 240 000 soldats allemands qui vont tomber devant Verdun.

Le 1^{er} mai, à l'appel de Liebknecht, a lieu une manifestation contre la guerre où il prend la parole au milieu de plusieurs milliers d'ouvriers et de jeunes. Liebknecht est arrêté, mais le jour de sa comparution, le 28 juin, 55 000 ouvriers des usines de guerre se mettent en grève à Berlin, imités par les travailleurs de Brunswick. A Brême, ils manifestent dans la rue.

En juillet, dans la Ruhr, ce sont des mineurs qui se mettent en grève pour leur salaire et l'exemple est repris dans la région pendant l'été. A Hambourg, éclatent de véritables émeutes de la faim. La répression frappe à nouveau. Karski est arrêté le 28 juin, Meyer le 3 août, Mehring le 15, Liebknecht condamné à 4 ans et demi de prison.

L'année 1917 marque un tournant important dans l'attitude des masses. Les manifestations et les grèves se multiplient. Leur rythme va s'accroissant et les soubresauts des masses supportant mal les effets de la guerre vont exploser en raison d'une part de cette guerre qui s'éternise et d'autre part, de la révolution russe qui vient d'éclater pour les mêmes raisons. Partout, le début de la révolution russe accélère la transformation de la guerre impérialiste en guerre sociale.

En France, en mai 1917, après l'échec meurtrier de l'offensive sur le Chemin des Dames, la révolte éclate. Dans 84 divisions, les soldats se mutinent, désertent, refusent tout service, arborent des drapeaux rouges, réclament la paix ou menacent de marcher sur Paris. Il n'existe plus que 2 divisions sûres entre Soissons et Paris. La répression frappe partout soldats et marins mutinés.

Avec la chute du tsarisme en Russie, la paix n'est pas acquise. Les gouvernements bourgeois de Goutchkov et de Kerensky qui lui succèdent vont reprendre à leur compte les buts de guerre et poursuivre les offensives, donnant un répit à la prolongation impérialiste de la guerre.

LE PROLÉTARIAT ALLEMAND SUR LA VOIE DE LA RÉVOLUTION, ORPHELIN DE SA DIRECTION POLITIQUE

En Russie, la direction bolchevik a tenu, face à la guerre, face aussi à l'épreuve de la révolution de Février 1917. En quelques semaines, tout le parti se forge une politique adaptée à la nouveauté de la situation, et qui est destinée à guider le prolétariat russe.

Mais en Allemagne, la direction du parti est tout bonnement en miettes. L'immense majorité a trahi, soutenu la guerre une fois déclarée. Seuls quelques rares dirigeants ont sauvé l'honneur. Ils sont une poignée au lendemain du 4 août, autour de Rosa Luxemburg et de Karl Liebknecht.

La direction d'un parti révolutionnaire de la classe ouvrière ne s'improvise pas du jour

au lendemain. En Russie, le parti bolchevik n'a pas eu ce problème ; le parti a tenu l'épreuve de la guerre, est resté soudé, sur la même politique, vérifiant par là la valeur de tout le travail précédent, et la solidité des liens noués à tous les niveaux, la valeur aussi de la direction, y compris de la fraction parlementaire du parti qui ne se laisse pas plus attirer par la pression chauvine.

Les quelques intellectuels du parti allemand qui résistent à la pression, et qui conservent une position internationaliste sont de toute évidence surpris, désorientés, devant l'énormité de la nouvelle situation. Leur première réaction est de rester, envers et contre tout, fidèle au parti. C'est leur façon de concevoir le moyen de rester fidèle aux masses.

C'est pour cela que Liebknecht, malgré son désaccord, vote les crédits de guerre, le 3 août 1914, comme l'a décidé la majorité du parti. Il pense encore pouvoir rallier d'autres élus à sa position.

Cette attitude de Liebknecht et Rosa Luxemburg, qui va se révéler erronée, est aussi une façon de ne pas prendre, à bras le corps, le formidable problème qui se pose au prolétariat allemand : appelé à jouer un rôle essentiel dans les événements que ne peut manquer de déclencher la guerre, il vient de perdre son parti. Et ce sont plutôt les événements eux-mêmes qui vont pousser Rosa Luxemburg, Liebknecht et les quelques autres à s'improviser nouveaux dirigeants d'un futur parti. L'honneur de ces hommes et de ces femmes est d'avoir assumé cette tâche malgré tout.

UNE POIGNÉE DE MILITANTS RESTENT FIDÈLES DANS LA DÉBACLE

Une course contre la montre, terrible, s'engage à dater du 4 août 1914. Malgré toutes les limites où vient de les placer l'histoire, vont-ils parvenir à trouver les voies et les moyens de la construction de cette direction politique que la situation rend cruciale ?

En Russie, dès septembre 1914, le comité central des bolcheviks s'est prononcé au contraire, pour la rupture avec la seconde Internationale, et la création d'une nouvelle Internationale. Il déclarait : "L'unité de la lutte prolétarienne pour la révolution socialiste exige maintenant, après 1914, que les partis ouvriers se séparent absolument des partis opportunistes. La 2^{ème} Internationale est morte, vaincue par l'opportunisme. A bas l'opportunisme et vive la 3^{ème} Internationale débarrassée non seulement des "transfuges" mais aussi de l'opportunisme".

Ce n'est donc pas cette voie que prennent les révolutionnaires allemands. On compte parmi eux, Léo Jogiches et Julian Marchlewski, vieux compagnon de Rosa Luxemburg dans la social-démocratie polonaise ; Franz Mehring et Clara Zetkin, ses amis personnels ; Paul Levi, son avocat depuis 1913 ; Meyer et Ströbel, des journalistes ; Pieck et Lange, militants berlinois, ainsi que le couple Hermann et Käthe Duncker.

Tous sont connus et surveillés de près et n'entreprennent une propagande clandestine qu'après plusieurs mois, voulant montrer avant tout dans le parti que les social-démocrates ne sont pas tous d'accord avec la politique de leurs dirigeants.

Ils écrivent à différents journaux, notamment suisses et anglais. C'est Karl Liebknecht qui rompt le premier la discipline du parti. N'ayant pas réussi à convaincre les autres députés

opposants, il vote seul contre les crédits de guerre, le 3 décembre 1914 au Reichstag. Malgré ses 39 ans, il est mobilisé le 7 février 1915. Il sera transféré d'une unité à l'autre, car on redoute son influence. Il rédige en mai un tract qui va lancer la célèbre formule "l'ennemi principal est dans notre pays".

Mais s'ils ne s'improvisent pas de géniaux organisateurs, s'ils préfèrent rester coûte que coûte dans le parti en y espérant toujours des possibilités pour l'avenir, Rosa Luxemburg et les autres ont une qualité énorme : ils se sentent réellement proches des masses et ils croient en elles. Et envers et contre toutes les pressions de l'ordre guerrier, ils s'adressent aux masses, presque de façon déployée, ne prenant que des précautions indispensables pour sauvegarder les appareils techniques.

La répression ne se fait pas attendre. Le 18 février 1915, Rosa Luxemburg est emprisonnée pour 2 mois. Elle contribue quand même, de sa prison, à la parution du premier numéro de la revue "Die Internationale" qui est immédiatement interdit. Puis, Jacob Walcher, militant wurtembergeois, est arrêté pour la diffusion d'un tract subversif. Clara Zetkin est arrêtée au retour de la conférence internationale des femmes de Berne. Relâchée en octobre, mais en mauvaise santé, elle ne participe guère à l'action. A Stuttgart, 7 militants sont arrêtés dont Westmayer. A Berlin, c'est Pieck après une manifestation des femmes devant le Reichstag. A l'automne, c'est Ernst Meyer. Westmeyer est mobilisé et meurt dans un hôpital près du front.

A la mobilisation en masse, se rajoute le rationnement et surtout la pénurie : le pain est rationné le 1er février 1915. L'ancien radical Paul Lensch écrit que le rationnement est une mesure de "socialisme de guerre". Tout l'appareil officiel du parti justifie dans sa presse les conditions faites aux travailleurs.

Le 2 décembre 1916, le Reichstag adopte la loi de mobilisation qui lie l'ouvrier à l'entreprise. Tout homme non mobilisé ayant entre 17 et 60 ans doit se présenter aux autorités avec un certificat d'emploi, sinon il est affecté d'office à une entreprise. S'il refuse, il risque une peine d'un an de prison. Les usines sont militarisées et les autorités militaires imposent une véritable dictature.

Voici ce que Rosa Luxemburg en 1916, répond aux militants qui, comme Otto Rühle, prennent parti en faveur d'une scission de la social-démocratie pour construire le parti révolutionnaire :

"La liquidation du tas de décomposition organisée qui s'appelle aujourd'hui social-démocratie n'est pas une affaire privée qui dépende de la décision personnelle d'un ou plusieurs groupes. Elle se produira inévitablement comme conséquence de la guerre mondiale... Il est toujours possible de sortir de petites sectes ou de petits cénacles et, si l'on n'y veut pas rester, de se mettre à bâtir de nouvelles sectes ou de nouveaux cénacles. Mais ce n'est que rêverie irresponsable que vouloir libérer toute la masse des prolétaires du joug le plus pesant et le plus dangereux de la bourgeoisie par une simple "sortie".

LE GROUPE SPARTACUS NAIT EN 1916

Ce qui devait arriver arriva. C'est la majorité du parti qui finit par régler le problème. En mars 1916, révolutionnaires et centristes pacifistes sont exclus du groupe parlementaire du

Parti social démocrate et la direction du parti leur interdit ouvertement l'accès à la presse officielle.

Qui sont les centristes ? C'est une tendance qui s'est constituée au sein du Parti social-démocrate, et qui, reflétant la détérioration de la condition des masses, se met à préconiser une position pacifiste, contrairement à la direction officielle, les Heine, Sudekum, Legien, David, Ebert, Noske, qui réclament ouvertement la continuation de la guerre jusqu'à la victoire de l'armée allemande. Parmi les centristes, Haase, Ledebour et Kautsky se sont abstenus lors du vote des crédits de guerre en 1915.

Écartés du parti, les dirigeants révolutionnaires, Liebknecht, Luxemburg, Mehring, Zetkin lancent des groupes autour des "Lettres de Spartakus" envoyées aux militants révolutionnaires pour regrouper l'opposition dans le pays sur une base de lutte contre l'impérialisme. Le groupe s'intitule "Spartakus". Pour eux la lutte contre la guerre ne se dissocie pas de la lutte contre l'État bourgeois. Leurs positions tranchent avec celles des centristes, simplement pacifistes, qui se contentent de réclamer du gouvernement qu'il négocie avec les autres puissances en guerre.

EXCLUS ENSEMBLE, RÉVOLUTIONNAIRES ET CENTRISTES FONDENT LE PARTI INDEPENDANT, L'USPD (avril 1917)

A l'initiative de Haase et de Ledebour, une conférence a lieu à Berlin, le 7 janvier 1917, réunissant les différents courants de l'opposition. Ne réussissant pas à prendre la décision d'une scission, c'est finalement le parti lui-même qui leur donne un coup de pouce, car 10 jours plus tard, l'exécutif proclame que l'opposition s'est d'elle-même mise en dehors du parti en tenant cette conférence.

Les "saboteurs", c'est ainsi qu'ils sont nommés, doivent être exclus dans les plus brefs délais. C'est ainsi 91 organisations locales qui sont exclues, et avec elles l'écrasante majorité des militants de Berlin, Leipzig, Brême, Brunswick. L'opposition se retrouvant ainsi obligée de partir avant même de l'avoir décidé se constitue, au cours d'une conférence tenue à Gotha en avril 1917, en Parti social-démocrate indépendant d'Allemagne, USPD.

Pour se faire une idée de son importance, il faut savoir que 170 000 militants restent dans l'ancien parti alors que le nouveau, l'USPD, en compte 120 000. Parmi ces derniers, les dirigeants les plus connus de toutes tendances : Liebknecht et Luxemburg (Spartakistes), Haase et Ledebour (Délégués révolutionnaires), Kautsky et Hilferding (Centristes) et même Berstein.

Les Spartakistes malgré la lutte qu'ils mènent aux centristes adhèrent tout de même au Parti indépendant, malgré aussi les réserves de beaucoup d'entre eux. Seul un petit groupe d'extrême-gauche de Brême, les Linksradikalen, refusent ce choix. La majorité des Spartakistes ne veut pas courir le risque de se retrouver isolés des masses, et considère qu'il est indispensable de disposer d'un appareil légal pour cela. A leurs yeux, l'USPD jouera ce rôle.

Voilà où en est la direction révolutionnaire allemande quand éclate le premier coup de la révolution russe en mars 1917. Clara Zetkin dans une lettre au Congrès affirme :

"Devant notre Congrès s'inscrit en lettres de feu l'action du peuple de Russie, une action dont l'âme ardente et le moteur sont constitués par le jeune prolétariat, sous la direction d'une social-démocratie qui a su, elle aussi, pendant le temps de guerre, maintenir haut et sans tache le drapeau du socialisme international. J'espère, je souhaite que vos délibérations et vos décisions seront dignes de cet exaltant événement du siècle ! Mettons-nous à l'école de la maîtresse historique de tous les peuples et de tous les temps : la Révolution."

Le centriste Haase, de son côté, interpelle le gouvernement ainsi : "Le chancelier désire-t-il que les masses en arrivent à parler le russe ?".

Avril 1917, LES PREMIERS CRAQUEMENTS DANS LA SOCIÉTÉ

Le tremblement de terre social annonce ses premiers signes en avril 1917. A Berlin, les militants de Spartakus diffusent un tract appelant à une protestation de masse en citant l'exemple des prolétaires russes. A Leipzig, un tract célèbre la révolution russe et conclut : "Prenez en main votre propre destin. A vous le pouvoir si vous êtes unis."

Des grèves se produisent un peu partout à Hambourg, Brême, Nuremberg. Le 12, des femmes manifestent en réclamant du pain et 16 d'entre elles sont arrêtées.

A Berlin, le 13, Richard Müller, l'organisateur clandestin des métallos révolutionnaires est arrêté. Le 14, plus de 500 ouvriers convergent vers l'hôtel de ville en réclamant une amélioration du ravitaillement et le 15 au matin, on annonce la réduction de la ration de pain hebdomadaire de 1 350 à 450 grammes. La nouvelle est, de plus, encadrée des brillants résultats de la guerre sous-marine.

Le 16, 300 entreprises sont en grève, 300 000 ouvriers dans la rue, le comité de grève maintient sa décision de poursuivre l'action jusqu'à la libération de Richard Müller. A Leipzig, le même jour, 10 000 ouvriers sont en grève et réclament l'augmentation des rations alimentaires et du charbon. Ils ont également des revendications politiques : une déclaration du gouvernement en faveur d'une paix sans annexions, la suppression de la censure et la levée de l'état de siège, l'abolition de la loi sur la mobilisation de la main d'oeuvre, la libération des détenus politiques, l'introduction du suffrage universel dans les élections à tous les niveaux.

Après l'annonce de la libération proche de Müller, le comité vote la reprise. Mais les députés social-démocrates indépendants de Berlin appellent à poursuivre la lutte sur le programme de Leipzig. Ils sont plus de 50 000 ouvriers à continuer en dénonçant la trahison de ses chefs. Dans les assemblées d'usine on lance les mots d'ordre d'élection de "conseils ouvriers" avec des représentants du Parti indépendant.

Finalement, l'autorité militaire intervient et arrête les dirigeants. L'ordre est rétabli et le travail reprend. Les Indépendants vont gagner en popularité pendant cette période et apparaître aux yeux des masses comme les champions d'une lutte pour la paix.

Juin 1917, PREMIERS CRAQUEMENTS DANS L'ARMEÉE

Craquement particulièrement significatif, l'armée donne un signe de rébellion. En effet, une agitation révolutionnaire apparaît dans la marine de guerre. Là aussi, il a fallu au

moins quelques militants courageux.

Les équipages sont composés en majorité d'ouvriers qualifiés ayant une conscience de classe. Les circonstances de la guerre, laissant les marins à quai, favorisent les contacts avec les ouvriers des chantiers et des ports et permettent d'échanger ainsi les idées, les tracts ou les journaux.

Dès 1914, il existait déjà des petits groupes de lecteurs de la presse d'extrême-gauche, mais c'est surtout pendant l'hiver 1916-1917, sous l'influence de la révolution russe qui vient d'éclater, que sous-officiers, marins et chauffeurs voient la route à suivre pour obtenir la paix.

Le chauffeur Willy Sachse et le marin Max Reichpietsch lisent et commentent en cachette les brochures de Marx et de Bebel et établissent des contacts avec les autres navires. En juin 1917, ils construisent une organisation clandestine, la Ligue des Soldats et Marins. Une "Commission de cambuse" est créée sur l'ensemble des navires afin de contrôler le ravitaillement. Saisissant l'occasion, ils s'en servent pour créer un réseau sur l'ensemble de la flotte et dont la liaison se fait à terre. Après une grève de la faim victorieuse, ils sont prêts à déclencher un mouvement d'ensemble pour la paix. Mais ils veulent d'abord contacter les dirigeants indépendants qu'ils vont rencontrer à Berlin.

Bien que sceptiques sur les possibilités d'action, ils les aident à créer une direction centrale qui est mise sur pied le 25 juillet 1917 et qui regroupe plus de 5 000 marins persuadés de leur force. Les incidents éclatent et se multiplient : grève de la faim, sortie sans permission, et finalement, répression. Les dirigeants du mouvement sont arrêtés et cinq d'entre eux seront condamnés à mort le 26 août.

LA RÉVOLUTION RUSSE AU SERVICE DE LA RÉVOLUTION INTERNATIONALE

Ce premier craquement de l'appareil d'État allemand, pour Lénine, c'est l'un des signes majeurs, qui à ses yeux doit décider que c'est le moment de lancer l'insurrection ouvrière russe. Dans l'article qu'il intitule "La crise est mûre", Lénine écrit fin septembre 1917 :

"La révolution ouvrière mondiale a commencé par l'action de combattants isolés qui représentaient avec un indomptable courage tout ce qui restait d'honnête dans le "Socialisme" officiel pourri, et en fait dans le social-chauvinisme. Liebknecht en Allemagne, Adler en Autriche, Mac Lean en Angleterre : tels sont les noms les plus connus de ces héros isolés qui ont assumé la lourde tâche d'être les précurseurs de la révolution mondiale.

"La deuxième étape dans la préparation historique de cette révolution a été la vaste fermentation des masses qui a pris la forme de scission des partis officiels, de publications illégales et de manifestations de rue. La protestation contre la guerre grandissait et le nombre des victimes des persécutions gouvernementales augmentait. Les prisons des pays réputés pour leur respect de la légalité et même de la liberté, l'Allemagne, la France, l'Italie, l'Angleterre, commençaient à se remplir de dizaine et de centaines d'internationalistes, d'adversaires de la guerre, de partisans de la révolution ouvrière.

"Et voici aujourd'hui la troisième étape que l'on peut appeler le prélude de la

révolution. Les arrestations en masse des chefs du parti dans la libre Italie et surtout le début des mutineries militaires en Allemagne sont les symptômes irrécusables d'un grand tournant, les symptômes d'une veille de révolution à l'échelle mondiale.

"Il est hors de doute que l'Allemagne a déjà connu des exemples isolés de rébellion parmi la troupe, mais ils étaient si insignifiants, si dispersés, si faibles, qu'on réussissait à les étouffer, à les passer sous silence, et c'était là l'essentiel pour entraver la contamination des masses par ces actes de rébellion. Enfin, l'heure est arrivée où, dans la flotte, le mouvement a atteint un tel degré de maturité qu'on n'a pas réussi à l'étouffer ni à le passer sous silence, malgré toutes les rigueurs que le régime allemand de bague militaire a élaborées avec un art sans précédent et appliquées avec un incroyable esprit de routine.

"Le doute n'est plus possible. Nous sommes au seuil de la révolution prolétarienne mondiale. Et comme nous sommes, nous bolcheviks russes, les seuls internationalistes prolétariens du monde à jouir d'une liberté immense en somme, à avoir un parti légal, une vingtaine de journaux, comme nous avons avec nous les Soviets de députés ouvriers et soldats des deux capitales et la majorité des masses en période révolutionnaire, on peut et on doit en vérité nous appliquer les paroles : "Il vous a été beaucoup donné, il vous sera beaucoup demandé".

LA RÉVOLUTION RUSSE. PREMIÈRE ÉTAPE DE LA RÉVOLUTION EUROPEENNE

La prise du pouvoir par les bolcheviks en octobre 1917 ouvre cette fois la voie à la révolution sociale ouvrière. Pour les bolcheviks, la révolution russe n'est que le point de départ de la révolution mondiale. Toute la question est pour eux de s'organiser et de tenir jusqu'à ce que le centre de gravité de la révolution se déplace de la Russie arriérée vers le coeur du système capitaliste, l'Europe, et tout particulièrement vers l'Allemagne, le centre le plus riche en traditions et en organisation du mouvement ouvrier.

Lénine écrit en avril 1918 : "Notre condition de pays attardé nous a poussés de l'avant, mais nous périrons si nous ne savons pas tenir jusqu'au moment où nous rencontrerons le puissant appui des ouvriers insurgés des autres pays."

La Russie est un pays immense mais sous-développé, dirigé par une classe de grands propriétaires fonciers sur d'immenses domaines où travaillent des millions de petits paysans pauvres et arriérés vivant comme au Moyen Age. La population est constituée d'une très forte majorité de paysans, les ouvriers ne représentant qu'une minorité, concentrée dans les grandes villes. La bourgeoisie est à sa manière aussi arriérée et dépend directement du régime tsariste.

L'Allemagne, elle, est un poids déterminant en Europe. 68 millions d'habitants et le prolétariat, fait exceptionnel pour l'époque, représente avec les familles les trois-quarts de la population. Le pays est à l'avant-garde du progrès et de l'organisation scientifique de la production. La concentration de son économie se retrouve entre les mains de quelques magnats de l'industrie : Kirdof, Krupp, Thyssen, Siemens, AEG, Hugenberg, qui emploient des dizaines de milliers d'ouvriers chacun. 74 % de l'activité bancaire est concentrée dans 5 grands établissements berlinois.

Dans son écrasante majorité la population ouvrière est concentrée dans de très grandes

cités. 3,3 millions d'ouvriers agricoles sont aussi regroupés sur le quart de la superficie. Cela crée la possibilité de l'alliance entre le prolétariat urbain et rural. En outre, le prolétariat est relativement instruit, organisé, conscient qu'il représente une force. Les classes dirigeantes représentent 4 à 5 % de la population.

Les syndicats liés au parti ont beau avoir signé l'interdiction des grèves en août 1914, tous les travailleurs savent ce qu'est la grève. Ils ont tous présent à l'esprit les traditions et les réflexes d'organisation.

UNE PREMIÈRE PASSE D'ARMES ENTRE CLASSE OUVRIÈRE ET CLASSE BOURGEOISE EN ALLEMAGNE

La révolution d'octobre est saluée par la direction du Parti indépendant dans le Leipziger Volkzeitung : "En Russie, le prolétariat a pris le pouvoir politique. C'est un événement de signification mondiale. Jamais le prolétariat n'a eu devant lui une tâche aussi importante que celle d'aujourd'hui.(...) De tout notre coeur, nous sommes, nous prolétaires allemands, en ces heures avec nos camarades russes au combat. Ils se battent aussi pour notre cause. Ils sont l'avant-garde de l'humanité, l'avant-garde de la paix."

En réalité, les Indépendants sont divisés sur l'attitude à adopter face à la révolution. Le 30 décembre, Clara Zetkin souligne la signification de la révolution russe qui a donné aux Soviets le pouvoir d'État.

Dès décembre 1917, les bolcheviks concluent un cessez-le-feu. Des pourparlers de paix s'engagent à Brest-Litovsk avec l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie. C'est Trotsky qui mène la délégation soviétique. Le rapport de forces est inégal. La Russie n'est pas en mesure de poursuivre la guerre, son économie est dévastée et désorganisée, les soldats ont fait la révolution pour mettre un terme à la guerre.

La tactique de Trotsky consiste à faire traîner les pourparlers, à gagner du temps. Elle est fondée sur l'espoir d'un soulèvement rapide des travailleurs allemands qui desserreraient l'étreinte autour de la Russie. A l'inverse, l'état-major allemand veut conclure au plus vite, craignant la contagion révolutionnaire au sein de ses propres troupes.

D'ailleurs, avec l'aide de militants socialistes recrutés dans les camps de prisonniers de Russie, le dirigeant bolchevik Karl Radek organise la propagande en direction des soldats allemands, directement, par dessus la tête de leurs officiers. Des centaines de milliers de tracts reproduisant l'appel à la paix des bolcheviks, sont diffusés par avion. Pour les bolcheviks, les prisonniers allemands sont des travailleurs sous l'uniforme. Et ils ne négligent pas la chance que constitue la présence sur le sol russe de 2 millions de prisonniers de guerre de différentes nationalités, dont 165 000 soldats et 2 000 officiers allemands. En décembre 1917, un journal, qu'ils rédigent en allemand, "Die Fackel" (La Torche), est diffusé à 500 000 exemplaires sur toute la ligne du front.

Le 10 janvier 1918, l'état-major allemand lance un ultimatum à la Russie : soit elle signe la paix, soit la guerre reprend. Le salut de la Russie soviétique est entre les mains des prolétariats d'Allemagne et d'Autriche-Hongrie. De Brest-Litovsk, les bolcheviks les appellent à se porter au secours de la révolution et à mettre en échec cette guerre nouvelle contre les pauvres de Russie.

L'appel est entendu. Le 14 janvier, les travailleurs de l'usine de munitions Manfred Weiss de Csepel à Budapest débrayent. En quelques jours, la grève s'étend à toutes les entreprises industrielles d'Autriche et de Hongrie. Un "Conseil d'ouvriers" (un Soviet) est élu à Vienne. En Allemagne, la grève lancée le 28 janvier par les Spartakistes et les Délégués révolutionnaires (dont nous parlerons bientôt) mobilise durant 6 jours 500 000 travailleurs berlinois, un million dans tout le pays.

Pour la première fois en Allemagne, des "Conseils", l'équivalent des Soviets russes, se constituent et commencent à se multiplier dans le pays. Le Comité d'Action, élu, qui dirige la grève, s'est adjoint des représentants des deux partis socialistes, Majoritaire et Indépendant. Haase, le dirigeant Indépendant, reconnaît la nécessité de la grève générale pour imposer une paix immédiate sans annexions mais refuse de courir le risque de faire interdire son parti. Ebert, dirigeant des Majoritaires, reconnaîtra plus tard n'être entré dans la direction de la grève qu'avec "l'intention bien déterminée d'y mettre fin le plus vite possible et d'éviter ainsi au pays une catastrophe".

Sous l'effet conjugué de la trahison et de la défection des socialistes, et de la répression militaire, le mouvement est brisé. Le Comité d'Action appelle à la reprise le 3 février. En représailles, 50 000 ouvriers, un gréviste sur 10 à Berlin, sont mobilisés et envoyés au front avec la mention "Berlin 1918" sur leur livret militaire. Les militants sont pourchassés, le dirigeant spartakiste Leo Jogiches est arrêté.

Cette première passe d'armes entre la classe ouvrière et la bourgeoisie, va s'avérer une répétition à petite échelle de la suite des événements. La bourgeoisie allemande saura qu'elle peut compter sur le vieux parti social-démocrate pour mener directement trahison et répression.

Septembre 1918, LA RUSSIE SOVIÉTIQUE DESSERRE L'ÉTAU DE L'AGRESSION IMPÉRIALISTE GRÂCE À L'AIDE DE LA RÉVOLUTION INTERNATIONALE

Le 18 février 1918, l'état-major allemand peut reprendre l'offensive à l'est, et impose son diktat à la Russie. Le 3 mars 1918 est signée la paix à Brest-Litovsk : la République soviétique est contrainte de céder l'Ukraine, la Pologne, les Pays Baltes, au militarisme allemand.

Les troupes allemandes pillent le blé ukrainien et leurs généraux commencent à croire en la victoire. Provisoirement. Car ce n'est qu'un sursis. Trotsky, confiant, en est convaincu : "Ce que l'impérialisme allemand nous a pris, le prolétariat allemand nous le rendra".

Brest-Litovsk a donné un répit, bref, mais nécessaire, aux bolcheviks pour enraciner le pouvoir ouvrier en Russie. Trotsky exprime ainsi la détermination du nouveau pouvoir : "La révolution mondiale ne peut pas périr. Il y a eu la Commune de Paris, qui fut écrasée. Il y a eu l'année 1905 où nous fûmes écrasés. Mais nous nous sommes relevés. Et si l'on nous avait écrasés de nouveau, la révolution se serait relevée sur nos os. Mais nous ne nous accommodons pas d'une victoire en fin de compte, après 25 ou 50 ans : nous voulons vaincre nous-mêmes, (...) notre génération, qui a pris le pouvoir, ne veut plus le rendre."

Les bolcheviks font de la Russie soviétique un camp de guerre retranché, le dernier

rempart contre l'impérialisme. En février 1918, commence la construction de l'Armée rouge. Le 6 avril les Japonais s'emparent de Vladivostok, en Extrême-Orient. En juillet, des troupes anglaises et françaises débarquent à Mourmansk, dans le Nord de la Russie. Beaucoup d'autres suivront, troupes américaines, italiennes, grecques, turques, polonaises... Quatorze nations sont coalisées contre la toute jeune république soviétique.

Au cours de l'été 1918, la contre-révolution met le nouveau pouvoir en situation critique. D'anciens généraux tsaristes ont levé des armées blanches grâce à l'intervention directe de la France et de l'Angleterre qui fournissent l'argent et les armes. La famine sévit en Russie comme dans le reste de l'Europe. Mais là, ce sont les paysans riches, les koulaks, qui l'organisent et utilisent l'arme de la faim pour tenter de mettre à genoux le régime.

Finalement, fin août, une série de victoires importantes de l'Armée rouge renverse la situation. Au même moment, une nouvelle vague révolutionnaire s'annonce sur l'Europe orientale et l'Extrême-Orient.

En juillet 1918 les premiers conseils ouvriers se forment en Serbie. Le Japon connaît sa première grande grève générale. Un mouvement immense mobilise 2 millions de travailleurs japonais qui revendiquent "la paix et le riz". En septembre, de violentes grèves et manifestations éclatent en France, à Paris et à Lyon. En Bulgarie, des conseils de soldats s'organisent clandestinement au front et élisent leurs députés. Au même moment une armée conduite par le leader paysan Stambouilsky soulève les campagnes et marche sur Sofia, la capitale, pour proclamer la république. Le tsar de Bulgarie abdique. Ce sont les troupes alliées et allemandes qui écrasent le soulèvement.

Octobre 1918, LES RÉVOLUTIONNAIRES CONSTITUENT LA LIGUE SPARTAKISTE, TOUJOURS DANS L'USPD

La position de Rosa Luxemburg avait entraîné son petit groupe de Spartakistes à rester dans l'USPD, le Parti social-démocrate indépendant, à majorité centriste, pacifiste, quand avec eux ils ont été exclus en avril 1917. Plus tard, en 1918, Franz Mehring, ami de Rosa, jugera que cette entrée fut une erreur.

D'autres groupes ont refusé de rejoindre le Parti indépendant, comme les "Radicaux de gauche" et le petit groupe des Socialistes Internationalistes de Borchardt.

Le parti Indépendant est qualifié de "centriste" par Lénine parce qu'il se situe politiquement entre le Parti social-démocrate qui collabore ouvertement avec la bourgeoisie, et le parti révolutionnaire, qui n'existe pas encore mais qu'incarnent les révolutionnaires authentiques que sont Rosa Luxemburg, Karl Liebknecht et les Spartakistes. De fait, les Kautsky ou Hilferding, réformistes, bénéficient du crédit et de la personnalité d'un Karl Liebknecht, et le parti Indépendant représente aux yeux de la grande masse des travailleurs le parti de la lutte contre la guerre.

Il y a d'autres groupes d'extrême-gauche que les Spartakistes qui ont aussi choisi d'entrer dans le Parti indépendant. C'est le cas d'un groupe d'ouvriers révolutionnaires, syndicalistes, qui constituent le noyau dirigeant des "Délégués révolutionnaires de Berlin". Ces militants sympathisent avec la révolution russe et sont la véritable direction reconnue par la classe ouvrière berlinoise.

Les Délégués révolutionnaires appartiennent formellement au Parti indépendant, mais ils forment en réalité un groupe autonome avec sa ligne politique propre, proche de celle des Spartakistes, et sa discipline propre. En octobre 1918, ils influencent 120 000 travailleurs berlinois. Ce sont eux qui ont réellement dirigé les grandes luttes des ouvriers de Berlin durant la guerre. Karl Liebknecht milite dès sa sortie de prison dans leur direction.

En octobre 1918, les Spartakistes organisent une conférence illégale de leurs militants au cours de laquelle ils ont élaboré leur programme d'action ; ils s'intitulent Spartakusbund, la Ligue spartakiste. Ils ne sont encore qu'une jeune organisation. Surtout, ils ne remettent pas en cause leur appartenance à l'USPD.

Novembre 1918 : LA RÉVOLUTION ALLEMANDE EXPLOSE AU COEUR MÊME DE L'ARMÉE BOURGEOISE

Si en mars 1918, l'Allemagne capitaliste avait encore les forces lui permettant d'imposer ses conditions à la jeune Russie soviétique, à Brest-Litovsk, il apparaît maintenant, défaites militaires après défaites militaires, qu'elle ne peut se retrouver finalement que dans le camp des vaincus.

Cette certitude rend plus forte encore celle du danger révolutionnaire. Les masses, trompées pour être lancées dans la guerre, puis écrasées pour s'y livrer, ne peuvent qu'exploser d'exaspération une fois le carcan de la guerre soulevé, et exploser d'autant plus librement que les vieilles autorités seront balayées dès la défaite reconnue. Pour tenter de sauver les meubles, un gouvernement "parlementaire" est institué avec un prince, Max de Bade. Et, sur le papier, la liberté de réunion est proclamée.

Les ministres social-démocrates, afin de calmer l'opinion ouvrière, demandent au gouvernement de libérer les détenus politiques, dont Liebknecht ; ce qui est fait le 21 octobre 1918. La nouvelle de sa libération soulève l'enthousiasme, et deux jours plus tard, des milliers de personnes, encadrées par la police, l'acclament à son arrivée à Berlin, à la gare de Potsdam. Dès son arrivée, il harangue la foule, célèbre l'exemple de la révolution russe et appelle à la révolution prolétarienne allemande.

Mais toutes ces précautions s'avèrent dérisoires. Car c'est du haut de l'appareil d'État que va être lancé le signal de la révolution. En effet, le 28 octobre, l'amirauté est saisie d'un véritable accès de folie furieuse. Pour "sauver l'honneur de la marine allemande", elle décide de jeter 80 000 hommes dans une "bataille décisive". Cela va être le coup de grâce du régime.

Lorsque la flotte est regroupée en haute mer et que le signal de la bataille est donné, les chauffeurs éteignent les chaudières et imposent le retour des navires aux ports. Lorsqu'ils arrivent à terre, les officiers font arrêter des marins ; la révolte éclate alors et s'étend, les ouvriers de Kiel s'alliant aux matelots.

Le 2 novembre 1918, se tient un meeting où, sur proposition de Karl Artelt, membre du Parti indépendant, condamné en 1917 à 5 mois de prison, est décidée une manifestation de rue pour le lendemain. Plusieurs milliers de marins et de soldats manifestent dans la rue malgré l'interdiction. Ils se heurtent à une patrouille militaire qui tire, faisant 9 morts et 29 blessés.

Artelt fait élire sur un torpilleur, pendant la nuit, le premier conseil de marins de la révolution allemande, et se trouve, au matin, à la tête d'un comité désigné par 20 000 hommes. Les officiers sont débordés et l'amiral Souchon, commandant la base, doit céder aux revendications : suppression du salut, allégement du service, augmentation des permissions, libération des détenus. De nombreux officiers sont arrêtés par leurs hommes et le soir, le drapeau rouge flotte sur les navires.

A terre, Indépendants et Majoritaires appellent à la grève générale et à la désignation d'un conseil d'ouvriers qui va fusionner avec celui des marins. Le social-démocrate Majoritaire Gustav Noske est envoyé à Kiel pour remplacer l'ancien gouverneur et calmer la situation. En pure perte, car la mutinerie de Kiel a mis le feu aux poudres, et le mouvement s'étend partout.

Le 5 novembre, à Hambourg, les casernes sont occupées et 40 000 manifestants acclament la prise du pouvoir politique par le conseil des ouvriers et des soldats. A Düsseldorf, le 6 novembre, on se bat autour d'un train de prisonniers qui est arrêté dans une gare. Et c'est sur place que se constitue le conseil d'ouvriers et de soldats. A Halle le même jour, des militants ouvriers à la tête de soldats mutinés soulèvent les soldats du 14ème chasseur et donnent l'assaut aux autres casernes. Le 7, à Munich, c'est lors d'une manifestation pour la paix que la grève générale et l'assaut des casernes sont décidés. Puis à Leipzig, le 8, où, à l'initiative des marins, les casernes sont prises d'assaut et un conseil d'ouvriers et de soldats proclamé.

9 novembre 1918,

LA RÉVOLUTION BALAYE L'ANCIEN RÉGIME IMPÉRIAL

A Berlin, un "conseil ouvrier provisoire" a été constitué le 26 octobre, réunissant les Délégués révolutionnaires de Berlin et trois Spartakistes : Karl Liebknecht, Wilhelm Pieck et Ernst Meyer ; il va se réunir chaque jour avant de décider de la date de l'insurrection. Liebknecht insiste pour que l'on agisse le plus vite possible. Selon lui, les ouvriers s'impatientent et tout temps perdu constitue un risque considérable pour les révolutionnaires. Le 8 novembre, Ernst Däumig, dirigeant des Délégués révolutionnaires, et le lieutenant Waltz, tous deux chargés des préparatifs militaires de l'insurrection dans le comité, sont arrêtés avec les plans du soulèvement, accélérant la décision qui est finalement prise.

Un tract est diffusé appelant à l'insurrection pour le renversement du régime impérial et l'instauration d'une république des conseils. Dans toutes les usines, les ouvriers sont prêts pour l'action qui est décidée pour le 9 novembre. Dans toute l'Allemagne, grèves et manifestations éclatent, des conseils d'ouvriers et de soldats se créent. Les prisons sont prises d'assaut. Le drapeau rouge, emblème de la révolution mondiale, flotte sur les édifices publics.

Un témoignage de Wolkmann, un historien de la révolution allemande, nous décrit le climat existant à Berlin ce 9 novembre 1918 : "Le jour que Marx et son ami appelèrent de leurs vœux toute leur vie est enfin arrivé. Dans la capitale de l'Empire, la révolution est en marche. Le pas ferme, rythmé, des bataillons ouvriers font retentir les rues : ils arrivent de Spandau, des quartiers populaires, du Nord et de l'Est, et s'avancent vers le Centre, centre de la puissance impériale. Ce sont d'abord les troupes d'assaut de Barth, revolver et grenade au poing (...) . Puis viennent les masses, par dizaines de mille : Radicaux, Indépendants, Socialistes de la Majorité, pêle-mêle."

Guillaume II abdique et la foule victorieuse, exaltée, marche dans les rues de la capitale, brandit des drapeaux, scande des mots d'ordre et chante. Les prisonniers politiques sont libérés sous les assauts des soldats et des ouvriers armés. Des dizaines de milliers de berlinois viennent se masser devant le Reichstag qu'ils viennent de prendre. Scheidemann, du balcon, incite au calme, puis cède aux clameurs et proclame la République. Peu après, arrivé au palais impérial avec la foule, Liebknecht grimpe sur le toit d'une voiture et fait proclamer par acclamations la République socialiste allemande. Il monte à un balcon et déclare :

"La domination du capitalisme qui a transformé l'Europe en cimetière est désormais brisée. Nous rappelons nos frères russes. Ils nous avaient dit en partant : "Si dans un mois vous n'avez pas fait comme nous, nous rompons avec vous". Il n'a pas fallu 4 jours. Ce n'est pas parce que le passé est mort que nous devons croire que notre tâche est terminée. Il nous faut tendre toutes nos forces pour construire le gouvernement des ouvriers et des soldats et bâtir un nouvel État prolétarien, un État de paix, de joie et de liberté pour nos frères allemands et nos frères du monde entier. Nous leur tendons la main et les invitons à compléter la révolution mondiale. Que ceux d'entre-vous qui veulent voir se réaliser la République socialiste allemande et la révolution allemande lèvent la main !" Une forêt de bras se lève.

Le quotidien "Die Rote Fahne" (Le Drapeau Rouge), est créé et paraît grâce aux nouvelles libertés conquises. C'est l'organe de la Ligue spartakiste. Le 10 novembre, un groupe de Spartakistes armés, munis d'un mandat de l'exécutif des conseils d'ouvriers et de soldats de Berlin, réquisitionne l'imprimerie du journal bourgeois "Berliner Lokalanzeiger". Mais les propriétaires portent plainte contre cette atteinte à la propriété et font reculer l'exécutif, trop légaliste. Les Spartakistes doivent abandonner l'imprimerie. "Die Rote Fahne" ne reparait qu'à partir du 28 novembre, imprimé au prix fort pour un petit groupe.

Ce qui a directement motivé cette lame de fond, c'est la volonté de paix. Le 11 novembre 1918, c'est chose gagnée.

UN GOUVERNEMENT A COLORATION SOCIALISTE AU SERVICE DE L'APPAREIL D'ÉTAT BOURGEOIS RESTÉ INTACT

Un problème considérable, énorme, monstrueux, se pose maintenant. Ce sont les illusions que les masses ont encore dans les anciens dirigeants socialistes, qu'ils soient de la Majorité du Parti social-démocrate ou de sa version centriste et pacifiste, le Parti indépendant. Bien sûr, tout le monde a pu voir leur politique le 4 août 1914 et tout au long des mois et des années qui ont suivi. Mais dans le meilleur des cas, les masses ont versé vers les centristes. Les Spartakistes, malgré tous leurs efforts, sont très minoritaires.

C'est qu'il ne suffit pas que les masses "voient" la politique d'un parti pour qu'elles en tirent toutes les conclusions. Il faut que parallèlement, elles aient fait la comparaison avec leurs propres possibilités, leur propre activité, à la base, pour vraiment parvenir à l'idée que la condamnation de ces partis doit être définitive, irrévocable, et que seule la révolution, c'est-à-dire leur propre activité, doit y suppléer.

En Russie, ce processus a eu lieu de février à octobre 1917, pendant 8 mois où les masses ont pu, grâce à l'éclairage politique imposé par le parti bolchevik, faire très

concrètement cette comparaison, jusqu'à la conclusion finale. Les Mencheviks, les socialistes-révolutionnaires se sont ainsi totalement discrédités, et pas seulement parce que les masses ont vu leur incapacité, mais parce qu'au travers des Soviets elles voyaient qu'il était possible de changer les choses.

En Allemagne personne n'a pu vérifier la capacité ou l'incapacité du si fameux Parti social-démocrate à gouverner le pays. Bien sûr, le SPD a collaboré avec le régime de Guillaume II, mais les masses sont indulgentes. Pour la majorité des travailleurs les moins politisés, on ne peut penser qu'une chose, c'est que le SPD n'avait alors pas le choix, qu'il était l'otage de la bourgeoisie.

C'est la bourgeoisie elle-même qui appelle le Parti social démocrate à la tête de l'État. Le chancelier de l'Empire, Max de Bade, désigne Ebert, Socialiste Majoritaire du SPD, comme chancelier du Reich et lui laisse la charge de résoudre la crise.

Deux ministres socialistes participent au gouvernement : Bauer et Scheidemann. Ebert lance un appel au calme et à la discipline en tant que nouveau représentant de l'ordre et de la société, et propose aux Indépendants Dittmann, Haase et Barth de participer au gouvernement.

Le ton est donné : il s'agit de mettre en place, d'en haut, un gouvernement "sympathique" aux yeux des masses, dans l'espoir que cela va ralentir leur activité d'en bas, dans la rue, dans les conseils. Partout, on voit des organismes plus ou moins proches de l'État se repeindre en rose ou en rouge. Le Centre catholique va par exemple se rebaptiser "Parti populaire chrétien" ; les conservateurs se groupent dans le "Parti populaire national allemand". Tous prennent ainsi une allure démocratique ou socialiste.

Les ministres bourgeois conservent leur portefeuille. Tout le personnel administratif, l'ensemble des hauts fonctionnaires, triés sur le volet du temps du régime impérial, restent en place. Tout l'appareil administratif de la bourgeoisie reste donc intact. Et surtout, dans l'ombre, l'organe répressif de l'appareil d'État qui commence à se réparer des coups de boutoir qu'il a subis.

Ebert réalise un travail secret avec l'état-major. Très tôt, en effet, il établit une ligne directe téléphonique avec le haut état-major, avec le général Groener, liaison qui reste secrète et permanente. Déjà, le 4 novembre, au moment des événements de Kiel, Ebert avait téléphoné au secrétaire d'État Wahenschaffe pour lui dire que les syndicats font le maximum pour apaiser les ouvriers.

Le jour de la révolution, le 9 novembre, lorsque les masses défilaient dans les rues de Berlin et marchaient sur les casernes, Colin Ross, lieutenant d'état-major, qui sera plus tard géopoliticien pour Hitler, a fait savoir à Ebert que le haut commandement a donné l'ordre de ne pas tirer. Un mois plus tard, le 8 décembre, Ebert reçoit cette lettre de l'état-major signée du général Hindenburg, chancelier :

"Cher monsieur Ebert, si je m'adresse à vous aujourd'hui c'est parce qu'on m'a assuré que vous êtes un Allemand fidèle qui aime sa patrie plus que tout le monde... Si l'armée doit être une force utilisable dans les mains du gouvernement, il faut que soit rétablie immédiatement par tous les moyens l'autorité de l'officier, et que la politique soit bannie de l'armée... Les conseils de soldats doivent absolument disparaître... Le sort du peuple allemand

est entre vos mains... Je suis prêt, et avec moi l'armée tout entière, à soutenir votre action sans réserve."

Enfin, dans ses mémoires, le général Groener écrit : "Seule une armée de volontaires pouvait engager le combat contre les ouvriers des villes. Ce plan fut repris et développé sous le manteau, en accord avec Ebert".

C'est donc la bourgeoisie, qui, en réalité et en sous-main, en la personne de Ebert, prend maintenant l'initiative de la contre-révolution. Elle a trois axes. Le premier consiste à duper le peuple en plaçant des organismes issus ou proches du SPD à la tête de l'État. Le second consiste à décourager, à vider de son contenu l'activité des masses à la base. Le troisième à préparer une armée blanche pour briser la classe ouvrière le moment venu.

Ainsi en Allemagne, la bourgeoisie tire toutes les leçons que l'incapacité de la bourgeoisie russe à endiguer la révolution ouvrière lui a apprises il y a tout juste un an. Elle a une politique, tout ce qu'il y a de plus déterminée et de décidée.

Cela ne veut pas dire que les jeux sont faits d'avance. Mais le problème est qu'on est dans une situation où la bourgeoisie est seule à avoir une direction claire et homogène alors que le prolétariat n'a pas encore sélectionné, formé et aguerris une réelle direction et un parti avec.

EBERT UTILISE LE CAPITAL DE CONFIANCE RESTANT DANS LE PARTI SOCIAL-DÉMOCRATE POUR RENFORCER SON GOUVERNEMENT ET AFFAIBLIR LE POUVOIR DES CONSEILS

Ebert crée un soi-disant "Conseil des commissaires du peuple" ; cela fait moins bourgeois que "gouvernement". Mais c'est fait d'en haut : il est composé de 3 Socialistes majoritaires et 3 Indépendants.

La première proclamation des commissaires du peuple le 12 novembre accorde la journée de 8 heures, le droit de vote pour les femmes, la liberté d'opinion, l'amnistie des condamnés politiques, des allocations-chômage, la construction de logements ouvriers. Ce sont en fait des mesures de conservation sociale, de protection de la propriété, adoptées par peur du mouvement ouvrier révolutionnaire.

Un accord entre syndicats et patrons est signé le 15 novembre acceptant toutes les revendications. Cet accord, dira un commentateur bourgeois, "a constitué un puissant rempart contre toutes les tentatives de renverser par la violence notre système social". Une commission de socialisation va être créée avec des représentants de tous les partis, syndicats et organisations patronales. Il n'en sortira rien, sauf un gain de temps précieux pour la bourgeoisie.

Les Social-démocrates défendent le régime capitaliste en employant les termes de "socialisation" ou de "liberté de la presse". En fait, la presse "libre" censure avec l'accord du gouvernement les proclamations ou résolutions de l'exécutif berlinois des conseils. Dans ces conditions, à partir de la mi-novembre, la quasi-totalité des journaux font campagne contre les conseils d'ouvriers et de soldats. Des tracts et des brochures sont même imprimés à des centaines de milliers d'exemplaires par l'entreprise d'Edouard Stadher, ancien prisonnier de

guerre en Russie, financés en partie par la Deutsche Bank et qui sont de véritables appels au meurtre contre les Spartakistes.

Un peu de social et beaucoup de mots tirés du vocabulaire de la révolution russe, tout en commençant à rogner les ailes des révolutionnaires, voilà donc la politique de Ebert.

Abusés par leur crédulité envers les socialistes, les travailleurs s'y font avoir. Ainsi les Délégués révolutionnaires berlinois réunissent 3 000 délégués indépendants, élisent un comité exécutif, mais se laissent abuser par Ebert et se mettent à proclamer que l'Allemagne est devenue une république socialiste dans laquelle tout le pouvoir appartient au Conseil des commissaires du peuple, c'est-à-dire au gouvernement fabriqué d'en-haut par Ebert.

Ce qui se passe là à Berlin se reproduit dans tout le pays. Les conseils d'ouvriers et de soldats, les Soviets, la base donc, réunissent leur Congrès le 16 décembre. Aucun dirigeant spartakiste n'y est élu. Ebert y remporte la majorité. Pire, le Congrès se laisse convaincre par la campagne de calomnies qui est systématiquement organisée contre les Spartakistes.

C'est la preuve que non seulement le Parti social-démocrate et l'USPD ont la confiance des masses, mais que les Spartakistes sont en réalité inconnus d'elles et qu'elles sont loin d'avoir vérifié leur honnêteté.

C'est probablement là que les Spartakistes payent le plus le fait de ne pas avoir su ou pu rompre tout de suite, le plus tôt possible avec la social-démocratie, qu'elle soit pacifiste ou belliciste. C'est là aussi qu'est payé le fait que les Spartakistes ont beau être honnêtes, intègres, et courageux, ils n'ont pas le lien avec la classe ouvrière que les partisans de Lénine ont soudé depuis de longues années. Il ne suffit pas de faire des proclamations comme a su le faire Liebknecht, il aurait fallu que sur le terrain de la classe ouvrière, dans les usines, des militants, des groupes en soient le relais, structurant les nouvelles consciences le plus tôt possible autour des membres du parti ou du futur parti. Mais les Spartakistes semblent avoir manqué ne serait-ce que du minimum de cette présence.

Si les révolutionnaires allemands avaient eu cette implantation, nul doute qu'ils auraient, d'une manière ou d'une autre, quand même eu à affronter l'euphorie générale qui pousse les masses vers le Parti social-démocrate, parti d'opposition de 1875 à 1914, parti qui n'a jamais trempé dans aucun gouvernement - même si c'est parce que la bourgeoisie ne l'a pas voulu - parti le plus nombreux, parti le moins radical, parti donc le mieux placé pour représenter un espoir. Mais ils auraient sans doute été mieux placés dans la course à la prise de conscience qui s'engage maintenant.

Pour les Social-démocrates, le rôle des conseils après la chute du régime impérial n'est évidemment pas de conserver le bout de pouvoir qu'ils ont saisi. Stampfer écrit par exemple le 13 novembre : " Le mot d'ordre n'est pas "Tout le pouvoir aux Soviets" mais "Tout le pouvoir au peuple entier". Pour mieux tromper les masses et canaliser le mouvement, on voit des Conseils d'ouvriers et de soldats être fondés non pas par la base, mais chaque fois qu'ils le peuvent, par les directions de la vieille organisation social-démocrate, en accord avec les Indépendants, ou même avec des partis bourgeois.

La Social-démocratie constitue le fer de lance des classes possédantes, en luttant désormais pour la convocation rapide d'une Assemblée constituante, moyen d'enlever tout pouvoir aux Conseils.

Rosa Luxemburg explique : "C'est par en bas que nous devons saper l'État bourgeois, en agissant pour que les pouvoirs publics, législatifs et administratifs, ne soient plus séparés, mais confondus, et en les plaçant dans les mains des conseils d'ouvriers et de soldats."

Mais même les Spartakistes sont divisés entre eux : le noyau dirigeant est pour la conquête consciente des masses, mais certains, plus impatients, renoncent à convaincre.

C'est dans ces conditions que l'exécutif de Berlin convoque pour le 16 décembre le Congrès des soviets d'Allemagne. Sûr de sa force, le gouvernement, le Conseil des commissaires du peuple, fait refouler à la frontière les délégués russes que le Congrès a invités. Sur l'ensemble des 489 délégués qui composent ce congrès, il n'y a que 179 ouvriers ou employés. Les Majoritaires se retrouvent avec la majorité absolue : 288 délégués contre 90 Indépendants (et parmi eux 10 Spartakistes).

La majorité est acquise à la proposition d'Ebert de convoquer une Assemblée constituante. L'idée d'Ebert est évidente. Il s'agit de mettre en place la Constituante le plus vite possible, tant que l'état d'esprit des électeurs est encore à voter pour les social-démocrates. Ensuite, l'état d'esprit pourra virer au rouge, la Constituante sera une garantie de stabilité, inaccessible à ce virage.

Ni Liebknecht, ni Rosa Luxemburg ne sont délégués à ce congrès, car à Berlin, il faut travailler dans une entreprise ou être militaire pour être éligible.

Les Spartakistes, voulant faire pression sur le Congrès, organisent le jour de son ouverture un vaste meeting de 25 000 travailleurs. Le 18 décembre a lieu une nouvelle manifestation mais les Spartakistes et les Délégués révolutionnaires berlinois ne parviennent pas à influencer l'assemblée du Congrès. Verrouillé par les Majoritaires, le Congrès décide de convoquer l'Assemblée constituante pour le 19 janvier. Les révolutionnaires organisent dans toute l'Allemagne des meetings, des manifestations de protestation contre la décision du Congrès et contre le gouvernement Ebert-Scheidemann.

Décembre 1918, LA RÉVOLUTION MET EN BRANLE DES MASSES TOUJOURS NOUVELLES DE TRAVAILLEURS

De son côté, la révolution suit son cours, s'approfondit. Tout au long du mois de décembre, une vague de grèves économiques sur des revendications élémentaires, de salaires, de conditions de travail secoue l'Allemagne. Elle donne à la révolution un caractère social nouveau, purement ouvrier. La chape de plomb de la dictature militaire qui écrasait les travailleurs et leur imposait tous les sacrifices sous prétexte de défense de la patrie s'est volatilisée.

Toutes les couches de la classe ouvrière s'engagent dans le mouvement sur des revendications de classe qui les dressent de plus en plus contre le tout puissant patronat allemand. Le mois de décembre est une succession presque ininterrompue de grèves, de manifestations et de bagarres de rue. Le 23 novembre, les mineurs de Haute-Silésie sont en grève. Barth, ministre indépendant chargé des questions du travail dans le gouvernement exhorte les ouvriers à ne pas "rabaïsser la révolution à un mouvement pour les salaires." Les mineurs continuent, rejoints le 28 par ceux de la Ruhr. Le gouvernement a promis une

politique sociale, des mesures contre le chômage, qui frappe deux millions de travailleurs et la journée de 8 heures pour le 1^{er} janvier 1919.

Il faut bien voir que la situation économique de l'Allemagne est dramatique. La paix que les alliés anglais et français veulent imposer est en réalité une entente de rapaces entre les vainqueurs pour dépecer l'Allemagne.

Quand la Russie soviétique télégraphie à Liebknecht le 15 novembre, pour saluer la révolution allemande tant attendue et faire le geste d'offrir 800 tonnes de farine au peuple allemand, le gouvernement repousse la main que tendent les Bolcheviks. Les Bolcheviks sont bien conscients de la difficulté de la situation pour l'Allemagne et pour la révolution. Lénine dit en octobre 1918 :

"Le plus grand malheur pour l'Europe, le plus grand danger pour elle, c'est qu'il n'y existe pas de partis révolutionnaires. Il y a des partis de traîtres tels que les Scheidemann, ou des âmes serviles telles que Kautsky. Il n'y existe pas de partis révolutionnaires. Certes, un puissant mouvement de masse peut corriger ce défaut, mais ce fait demeure un grand malheur et un grand danger."

"Ce qui peut la sauver", pense Trotsky en novembre 1918 "c'est ce qui devait sauver la Russie, c'est-à-dire une révolution à l'intérieur de l'État ennemi, et cette fois en France, en Angleterre, ainsi que l'extension de la révolution à l'échelle internationale."

La lame de fond révolutionnaire bouleverse les couches les plus profondes de la classe ouvrière, les moins conscientes, les plus écrasées, et les projette dans la politique, les éveille à la lutte et à l'organisation pour défendre leurs conditions d'existence. Ce sont de nouvelles générations d'ouvriers qui viennent grossir massivement les rangs des syndicats social-démocrates. Ces mêmes syndicats que les révolutionnaires ont vus à l'oeuvre pendant la guerre et qu'ils considèrent à juste titre comme des agences de collaboration de classe, des succursales de la bourgeoisie dans le prolétariat.

La plupart des révolutionnaires font alors le choix de se détourner avec mépris de ces syndicats. Seulement, cela revient à laisser le monopole de millions d'ouvriers aux Social-démocrates majoritaires qui entreprennent, eux, la conquête de ces prolétaires sans contestation sur leur gauche.

Pourtant dans la lutte qu'ils ont engagée contre le patronat, les travailleurs voient de plus en plus le Parti social-démocrate se dresser ouvertement contre eux. La radicalisation des masses prend des aspects de plus en plus spectaculaires, comme à Mulheim où le 8 décembre, le Conseil des ouvriers et des soldats décide l'arrestation des tout-puissants capitalistes Fritz Thyssen, Stinnes et d'autres.

Dans les grandes régions industrielles, les ouvriers réclament ou procèdent à la socialisation des mines et des usines. La bourgeoisie sent de plus en plus le sol se dérober sous ses pieds. Les conseils de soldats eux-mêmes, quelques jours auparavant parfaitement tenus en main et utilisés contre les ouvriers par les Social-démocrates majoritaires et les officiers, leur échappent.

On voit alors le haut commandement de l'armée qui convoque le 1^{er} décembre à Ems un conseil de soldats du front. L'état-major espère y faire adopter son propre programme

politique : convocation sans délai de l'Assemblée constituante, suppression du pouvoir des Conseils et rétablissement de l'autorité des officiers, désarmement des ouvriers. Sous la pression de militants indépendants, le Congrès rejette ce programme et décide de procéder à la réélection des Conseils de soldats et de supprimer les marques extérieures de respect aux officiers en dehors du service.

Les Spartakistes de leur côté ont, depuis le 15 novembre, créé un groupe de propagande dans l'armée pour contrecarrer l'influence des Majoritaires et des officiers. C'est la Ligue des soldats rouges qui publie, trois fois par semaine, une feuille pour les soldats : "Der rote Soldat" (le Soldat rouge).

Mais il faut le rappeler, les Spartakistes sont toujours dans le Parti indépendant en ce mois de décembre, le deuxième de la révolution socialiste allemande.

1^{er} janvier 1919,

FONDATION DU PARTI COMMUNISTE D'ALLEMAGNE

Le 15 décembre, à la conférence des militants berlinois du Parti indépendant, Haase, de l'aile droite du parti, soutient au nom de l'exécutif la collaboration au sein du gouvernement Ebert-Scheidemann et défend la décision de convoquer l'Assemblée constituante. Rosa Luxemburg présente un contre-rapport contre cette politique et réclame la convocation d'un Congrès extraordinaire pour trancher. La direction des Indépendants s'y refuse. La scission des révolutionnaires est en germe.

Au même moment, du 15 au 17 décembre, se tient à Berlin également la conférence des IKD, les Communistes internationalistes, résultat de la fusion le 23 novembre entre les Radicaux de gauche de Brême, de Hambourg et des Socialistes internationalistes de Berlin. Les IKD décident de rejoindre les Spartakistes.

Le 29 décembre, la conférence nationale de la Ligue spartakiste décide enfin, quasi-unaniment par 80 voix contre 3, de quitter le Parti indépendant et de fonder un parti révolutionnaire. Leo Jogiches l'estime prématuré, il a voté contre. Les Bolcheviks russes sont là, par l'intermédiaire de 3 délégués parmi lesquels Karl Radek, et ils ont décidé les militants qu'il ne fallait plus attendre et fonder le parti.

Le congrès de fondation du nouveau parti se tient à Berlin du 30 décembre 1918 au 1^{er} janvier 1919. Les 83 délégués des Spartakistes, représentant 46 groupes locaux, sont présents ainsi que 29 délégués des IKD.

Après avoir rappelé l'itinéraire des révolutionnaires pendant la guerre, Karl Liebknecht motive le choix des Spartakistes de rejoindre le Parti indépendant en 1917 malgré l'inconséquence de sa politique. "Si malgré cela", dit-il, "les Spartakistes ont adhéré à l'USPD (le Parti indépendant) à Gotha, c'est parce qu'ils se sont réservés une entière liberté d'action. Ils ont fait partie de l'USPD pour le pousser en avant, pour l'avoir à portée de leur fouet, pour chercher à gagner ses meilleurs éléments. C'était là un travail de Sisyphe des plus durs. Sans doute n'ont-ils pas conquis les chefs, mais par contre de forts contingents parmi les masses"... Il s'agit aujourd'hui de marquer publiquement le trait de séparation entre eux et nous, et de nous constituer en un nouveau parti autonome."

Le Congrès vote une motion dans ce sens et propose pour le nouveau parti le nom de Parti communiste d'Allemagne (Ligue Spartakus), KPD(S). Radek fait ensuite un discours sur la situation internationale et l'alliance prochaine des révolutions russe et allemande, ce qui déclenche une tempête d'enthousiasme.

A la seconde séance du Congrès, les délégués abordent la question politique du moment : participer ou non aux élections à l'Assemblée constituante qui doivent avoir lieu le 19 janvier.

Paul Levi, au nom de la direction Spartakiste, ouvre le débat et défend la participation. Levi explique "qu'il s'agit d'abord d'attirer à nous, par une direction énergique et intransigeante, les parties du prolétariat qui sont encore loin de nous, et pour cette raison nous devons pénétrer dans le bastion nouvellement construit du capitalisme."

Le débat est houleux, et fréquemment interrompu. De jeunes militants impatientes mettent en avant l'exemple de la Russie, où les Bolcheviks ont dispersé l'Assemblée nationale. Ils veulent en faire autant. Otto Rühle intervient en faveur du boycott électoral : "Il y a quelques jours encore, dit-il, j'étais d'avis que l'idée de la participation aux élections n'avait même pas à être examinée. Nous venons à peine de nous délivrer d'un cadavre, et maintenant nous sommes en train de nous en mettre un autre sur le dos... Notre participation serait interprétée comme une approbation de principe à l'Assemblée nationale... Pour nous il ne peut exister qu'une tâche : renforcer la puissance des Conseils d'ouvriers et de soldats."

Rosa Luxemburg prend la parole. Elle est saluée par de vives acclamations, mais elle refroidit l'assemblée : "Camarades, dit-elle, vous vous facilitez un peu trop de votre extrémisme... L'exemple de la Russie ne peut pas être cité ici contre la participation aux élections. Là-bas, nos camarades russes avaient déjà un gouvernement Trotsky-Lénine... Nous en sommes encore à Ebert-Scheidemann. Nous nous trouvons au début de la révolution. Nous n'avons rien derrière nous que la misérable demi révolution du 9 novembre. Nous devons nous poser la question : quelle voie est la plus sûre pour éduquer les masses ?... L'arme avec laquelle l'ennemi pense nous combattre, nous devons la retourner contre lui".

La camarade Duncker rappelle que la moitié de l'Allemagne, les femmes, doivent voter pour la première fois et qu'elles ne comprendraient pas la non-participation aux élections. Rosa Luxemburg, Liebknecht, Jogiches, Levi pensent que les travailleurs doivent mener cette bataille électorale, se servir de l'Assemblée comme d'une tribune pour continuer à gagner les masses. Mais ce sont finalement les gauchistes, les impatientes qui l'emportent chez les Spartakistes : 62 contre 23 en faveur du boycott.

MALADIE DE JEUNESSE DU PARTI COMMUNISTE ALLEMAND, IL SE RÉVÈLE GAUCHISTE, IMPATIENT, S'ÉGARE SUR LES ÉLECTIONS ET L'ACTIVITÉ SYNDICALE

Le parti allemand paye sa jeunesse. Il est évident que le respect de la démocratie est fondamental dans un parti révolutionnaire. Mais cette démocratie vient visiblement de donner la majorité aux jeunes, aux impatientes, mais aussi aux moins expérimentés.

Il est arrivé plusieurs fois à Lénine, entre février et octobre, d'être en minorité dans le parti bolchevik. Mais qu'il s'agisse des thèses d'avril, avec le problème du soutien ou pas au

gouvernement Kerenski, ou de la décision de l'insurrection, chaque fois Lénine a pu faire appel directement à la base du parti, pour la convaincre et rallier ensuite l'ensemble du parti à ses vues. La démocratie d'un parti révolutionnaire suppose la possibilité d'un tel fonctionnement.

Un tel fonctionnement ne s'improvise pas. Il suppose une histoire, un passé, des épreuves en commun, pour les dirigeants et pour les militants. C'est ainsi que se crée une véritable autorité, nourrie de confiance, au travers des mille et une épreuves de cette longue construction. Et c'est une confiance d'une telle qualité qui a pu dans le cas du parti russe, permettre à Lénine à au moins deux reprises de convaincre presque seul contre tous.

Les militants réunis à Berlin le 30 décembre n'ont pas ce passé commun qu'ont su construire et préserver les Bolcheviks. Le résultat est que des voix comme celles de Rosa Luxemburg, Paul Levi, Karl Liebknecht et Leo Jogiches ne suffisent pas à convaincre la majorité.

Chez les IKD, Johan Knief, l'un de ses leaders, est sur le point d'être débordé par les partisans du boycottage à la tête desquels se trouvent entre autres Paul Frölich et Felix Schmidt.

Le lendemain s'ouvre la troisième séance du Congrès. On lit un télégramme des mineurs de Schwientochlowitz (en Haute Silésie) qui saluent les délégués communistes. Puis Lange expose son rapport sur la situation sociale du pays, les vagues de grèves et l'attitude des syndicats. Un militant de Berlin, Rieger, estime incompatible l'appartenance au Parti communiste et à une organisation syndicale. Frölich pense qu'il est impossible de "reconquérir les syndicats de l'intérieur.", qu'il faut lancer le mot d'ordre "hors des syndicats !".

Fritz Heckert, de Chemnitz, combat ces positions et souligne l'adhésion des larges masses aux syndicats. Ce serait dangereux pour les Communistes d'en sortir. Rosa Luxemburg n'adhère pas au mot d'ordre de sortie des syndicats mais elle pense que leur "liquidation" est à l'ordre du jour sans que cette position soit très claire.

Le Congrès laisse en fin de compte la question en suspens et la renvoie à une commission. Mais là encore l'état d'esprit des délégués a montré une nouvelle manifestation de gauchisme.

Enfin, à la dernière séance du Congrès, les délégués examinent la question du programme du Parti. C'est Rosa Luxemburg qui présente le rapport. Le Congrès adopte le projet de programme qui précise que :

"La Ligue Spartakus se refusera à accéder au pouvoir à la place des dirigeants actuels lorsque Scheidemann-Ebert auront fait leur temps... Si Spartakus s'empare du pouvoir, ce sera sous la forme de la volonté claire, indubitable, de la grande majorité des masses prolétariennes, dans toute l'Allemagne, et pas autrement que sous la forme de leur adhésion consciente aux perspectives, aux buts et aux méthodes de luttes propagées par la Ligue... La victoire de Spartakus ne se situe pas au début, mais à la fin de la révolution."

Le rapport de Rosa Luxemburg met en garde les impatients qui rêvent de renverser d'un coup le gouvernement d'Ebert : "Au commencement était l'action... et l'action c'est que

les conseils d'ouvriers et de soldats se sentent appelés à devenir le seul pouvoir dans l'Allemagne entière, et qu'ils apprennent à l'être. C'est la seule façon de miner le terrain, afin qu'il soit mûr pour le bouleversement qui doit couronner notre oeuvre... L'histoire nous rend la tâche moins aisée que lors des révolutions bourgeoises où il suffisait de renverser le pouvoir officiel au centre et de le remplacer par quelques dizaines d'hommes nouveaux... Nous devons conquérir le pouvoir politique, non par le haut, mais par le bas... Je ne me charge pas de prédire le temps que cette oeuvre exigera... Il importe seulement de savoir avec clarté et précision ce que nous avons à faire".

Ce programme est voté y compris par ceux qui se sont révélés gauchistes sur le problème des élections et celui des syndicats. Cela montre l'inconséquence politique des gauchistes. Pour Leo Jogiches, c'est la preuve que la fondation du parti est prématurée. Karl Radek écrira plus tard : "Le Congrès démontra de façon aiguë la jeunesse et l'inexpérience du parti."

Enfin, il faut noter un échec de taille lors de la fondation du jeune Parti communiste allemand. Liebknecht et Pieck ont mené depuis le 31 décembre des pourparlers avec les Délégués révolutionnaires de Berlin en vue de les rallier au nouveau parti. Liebknecht dit d'eux qu'ils sont "les meilleurs et les plus actifs du prolétariat berlinois", "qu'ils dépassent de 100 coudées les bonzes qui constituent les cadres du Parti indépendant" et que le travail qu'il effectue avec eux depuis deux mois a été "le chapitre le plus heureux de son activité de parti".

La discussion est conduite pour les Délégués révolutionnaires par Däumig, Ledebour, Richard Müller, Nowakowski, Eckert et Scholze. Pour eux, la question principale est celle de la participation aux élections à l'Assemblée constituante, et ils se sont prononcés pour (par 26 voix contre 16). D'autre part Richard Müller met comme condition à la poursuite des discussions l'abandon par les Spartakistes de leur "ancienne tactique putschiste".

Malgré leur sympathie pour les Spartakistes, et Liebknecht en particulier, les Délégués révolutionnaires sont hostiles aux éléments aventuristes qui se revendiquent du spartakisme et sont pressés de vouloir faire des coups de main dans les rues. Däumig, lui, reste très fraternel et toujours très proche de Liebknecht.

Voici ce que les Délégués demandent aux Spartakistes pour rejoindre le nouveau Parti : l'abandon du boycottage des élections, une définition en commun de la "tactique de rue", l'accès à la presse du Parti et l'abandon dans le nouveau nom du parti de la référence à Spartakus.

La majorité du Congrès spartakiste est en fait hostile dès le début à la fusion avec les Délégués révolutionnaires, et n'en débat même pas. Ce sera le principal échec des Communistes.

Rosa Luxemburg, elle, considère les erreurs du Congrès, ses positions gauchistes, comme des erreurs de jeunesse. Paul Frölich, dans la biographie qu'il a consacré à Rosa Luxemburg, raconte : "Elle pensait qu'un nouveau-né devait crier et elle dit (...) sa conviction que le jeune Parti communiste saurait se frayer un chemin même à travers les erreurs, car il comptait le noyau le meilleur du prolétariat allemand".

MALADIE GRAVE DE NAISSANCE : LE PARTI RESTE UNE ORGANISATION SANS RÉELLE DIRECTION NI VÉRITABLE DISCIPLINE

Le Congrès aborde à peine la question de l'organisation et de la structure du Parti. Plusieurs militants s'expriment en faveur de l'autonomie des organisations locales et le minimum de centralisation. De part et d'autre, les positions ne sont pas claires. Une commission est chargée d'étudier la question qui est renvoyée au prochain Congrès.

La Ligue Spartakus n'est qu'une organisation assez lâche. Elle dispose de quelques milliers de membres à la fin de la guerre. Et elle est maintenant une fédération de groupes locaux existants dans les grandes villes, mais pas une organisation achevée.

Il y a un décalage considérable entre l'organisation elle-même et son influence. La montée révolutionnaire va donner un rayonnement qui gonfle considérablement, exactement comme celui du Parti bolchevik s'est enflé dans les événements de Russie. Quelques dizaines de milliers de partisans tout au plus selon Badia, en octobre 1918, se muent en plusieurs centaines de milliers sans doute début 1919. Un afflux de jeunes et d'ouvriers jetés sur le pavé se produit.

Mais l'organisation reste embryonnaire, lâche, floue, très peu centralisée. Elle ne dispose pas d'un squelette sur lequel cet afflux de chair puisse se greffer correctement. Enfin, on note un décalage entre les dirigeants d'origine intellectuelle, journalistes, avocats, professeurs, et les correspondants, ouvriers, artisans, qui affluent.

Malgré tout, Lénine, avant même d'apprendre les détails des débats, proclame son bonheur et ses espoirs, à la nouvelle de la fondation du Parti communiste allemand, dans sa "Lettre aux ouvriers d'Europe et d'Amérique" :

"Lorsque la Ligue spartakiste allemande, conduite par ses chefs illustres, connus du monde entier, ces fidèles partisans de la classe ouvrière que sont Liebknecht, Rosa Luxemburg, Clara Zetkin, Franz Mehring, eût rompu définitivement tout lien avec les socialistes comme Scheidemann... lorsque la Ligue Spartakus se fût intitulée Parti communiste allemand, alors la fondation de la 3^{ème} Internationale, de l'Internationale Communiste (...) véritablement révolutionnaire, devint un fait. Formellement, cette fondation n'a pas été consacrée, mais en réalité, la 3^{ème} Internationale existe, dès à présent. "

L'ÉTAT-MAJOR LANCE SES PREMIÈRES ESCARMOUCHES CONTRE LES RÉVOLUTIONNAIRES

Le temps travaille pour la révolution, les révolutionnaires en sont convaincus. Ebert est de plus en plus déconsidéré parmi la population et la contagion sociale s'étend plus largement dans l'armée. Le haut état-major s'inquiète et commence à organiser en sous main des coups de force contre les révolutionnaires.

Déjà, le 21 novembre, Liebknecht, Levi et Rosa Luxemburg ont essuyé des coups de feu. Des militaires à bord d'une voiture avaient ouvert le feu sur leur cortège alors qu'ils allaient prendre la parole à trois meetings simultanés. Des affiches appellent ouvertement au meurtre des chefs spartakistes : "Ouvriers, citoyens, disent-elles, la patrie est au bord de

l'abîme. Sauvez-la ! Tuez Liebknecht ! Alors vous aurez la paix, du travail et du pain !"

Le 5 décembre, une troupe de la garnison de Berlin marche sur la chancellerie, acclame Ebert et lui apporte son soutien dans la lutte contre le "terrorisme" des Spartakistes. Le lendemain une troupe de soldats occupe le local de l'exécutif des conseils de Berlin et met ses membres en état d'arrestation. Un autre groupe de soldats se rend à la chancellerie et veut proclamer Ebert président de la république. Le soir même, des soldats tirent sur une manifestation de la Ligue des soldats rouges : 18 morts.

Le 7 décembre les Spartakistes appellent à une manifestation, protégée par un service d'ordre armé. Des soldats prennent d'assaut les locaux de "Die Rote Fahne" et arrêtent Liebknecht puis le relâchent. Le 8 décembre, nouvelle démonstration des Spartakistes où 150 000 travailleurs défilent à Berlin sous leurs mots d'ordre. Le lendemain, le commandant militaire de la ville, le Majoritaire Wells, fait envahir le bureau des Spartakistes.

Toutes ces opérations sont orchestrées directement par l'état-major et l'entourage d'Ebert. Derrière ces coups faits pour se faire la main, une menace plus sérieuse, plus grave, se prépare. Sous la pression d'Hindenburg, Ebert fait entrer dans la capitale dix divisions provenant du front et parfaitement tenues en main par leurs officiers.

Le but du général Lequis, qui en est à la tête, est clair : désarmement des civils, ratissage des quartiers populaires, exécution sommaire de toute personne "exerçant illégalement des fonctions d'autorité".

La réaction s'arme, mais l'issue d'un affrontement prématuré paraît encore incertaine. Le major Von Schleider obtient de faire défiler ses troupes en bon ordre pour provoquer un "choc psychologique" sur les travailleurs de Berlin. Mais très rapidement, les généraux doivent renoncer à appliquer leur plan, car les troupes leur échappent. Le général Groener expliquera plus tard : "Les troupes avaient une telle envie de rentrer chez elles qu'on ne pouvait rien faire avec ces dix divisions. Le programme qui consistait à épurer Berlin des éléments bolcheviques et à ordonner la remise des armes ne pouvait être réalisé."

Sous la pression d'une manifestation de soldats et de la garnison de Berlin dont le porte-parole est l'ancien lieutenant Donenbach, proche de Liebknecht, le Congrès des conseils, qui se tient du 16 au 20 décembre vote les 7 points", dits "de Hambourg" : abolition des insignes de grade, du port de l'uniforme et de la discipline en dehors du service, des marques extérieures de respect, élection des officiers et remise du commandement aux conseils de soldats.

Une autre épreuve de force se produit au sujet de la Division de la marine du peuple. Devenue suspecte à ses yeux, le gouvernement exige la réduction de ses effectifs à 600 hommes, au lieu de 3 000 et ne leur verse plus de solde pour les faire céder. Le 23 décembre, les marins en colère marchent sur la chancellerie, à la Kommandantur, le siège du commandement militaire de Berlin, pour réclamer leur argent. En route ils sont mitraillés par une voiture blindée qui fait trois morts. Les marins sont persuadés qu'on leur a tendu un piège, ils arrêtent le commandant militaire de Berlin, Wells, et le retiennent en otage.

Ebert fait appel à l'armée : le 24 décembre, les marins encerclés sont bombardés pendant deux heures. Les ouvriers, alertés par le bruit de la canonnade se rassemblent et affluent sur le centre de la ville, rompant les barrages militaires. Les soldats sont rapidement

débordés, jettent leur fusil ou sont désarmés par la foule. Les officiers échappent de justesse au lynchage. C'est un échec complet pour le gouvernement, qui non seulement doit payer leur solde aux marins, mais encore retirer de Berlin les troupes de la division Lequis. Wells démissionne.

Il ne fait plus de doute pour les travailleurs de Berlin qu'Ebert a fait un pacte avec les officiers réactionnaires. Mais une contre-manifestation organisée par les Social-démocrates majoritaires rassemble 160 000 partisans de l'ordre aux cris de "A bas la sanglante dictature de la Ligue Spartakus".

LA CONSTITUTION D'UNE NOUVELLE ARMÉE CONTRE-RÉVOLUTIONNAIRE : LES CORPS FRANCS

La classe ouvrière en mouvement est armée, et la bourgeoisie sait pertinemment que c'est là le problème essentiel. Il faut user de la force pour la désarmer. L'utilisation de l'armée s'avère problématique pour le gouvernement. Le général Lequis dira que "l'influence de l'extraordinaire propagande spartakiste s'est fait sentir". Benoist-Mechin, historien d'extrême-droite de l'armée allemande, raconte que : "Sitôt arrivées à Berlin, les divisions se disloquent et s'effondrent... Gagnés par la contagion, un à un, les régiments passent à la révolution."

Des officiers, présentant l'effondrement de l'armée, ont pris l'initiative de préserver quelques unités d'élite. Depuis le 4 décembre, ils recrutent des volontaires sur l'exemple des Corps francs qui luttent à l'Est contre le bolchevisme. Le 24 décembre, le général Maercker dispose de 4 000 volontaires installés près de Berlin dans un camp militaire, à l'abri de l'action dissolvante des foules.

Benoist-Méchin explique : "Le premier, peut-être des généraux du front, Maercker a prévu la dissolution de l'armée impériale. Il a pensé aussitôt à lui substituer une vaste milice composée de bourgeois et de paysans, groupés autour du drapeau pour le rétablissement de l'ordre." Au départ, ces Corps francs sont donc simplement destinés à poursuivre le travail habituel de l'armée que l'armée ne veut plus faire, la guerre.

“Mais ce que lui apprend un groupe d'officiers du Grand état-major, au cours d'une conférence tenue le 6 décembre au palais épiscopal de Paderborn, l'amène à modifier ses plans. Devant le péril bolchevique et les menaces qui pèsent sur les provinces de l'Est, il décide de créer, au sein de sa division, un corps de volontaires capable de lutter à la fois contre les ennemis de l'intérieur et d'assurer la protection des frontières orientales”.

Maercker fait preuve d'une intelligence remarquable, car il ose décider d'une organisation sensiblement différente de sa troupe. Il a observé qu'il était possible de décharger et de seconder efficacement les officiers en s'appuyant sur des "hommes de confiance" : dans le maintien de la discipline, dans une foule de tâches administratives également. Et il transfère à des "Conseils d'hommes de confiance", élus par la troupe, tout ce qui concerne les cantines et l'approvisionnement, la comptabilité, les bibliothèques et le matériel de sport. Il donne aux hommes de troupe le droit de porter plainte, par le biais de ces Conseils de confiance, supprime les côtés vexatoires des règlements disciplinaires.

Le corps étant un outil destiné à la guerre civile, il n'en donne pas le commandement à de jeunes officiers. Les petites unités sont attribuées à des hommes aguerris. Enfin, il ne

conserve absolument pas l'ancienne répartition des armes, infanterie, cavalerie et artillerie. Il adjoint à chaque escadron de cavalerie une batterie d'artillerie et une section de mitrailleuses lourdes.

Les volontaires qui composent ces Corps francs touchent des soldes élevées et sont entraînés à des tâches précises : occupation des gares, des dépôts de matériel et de munitions, défense des édifices publics, nettoyage des rues et des places, prise d'assaut des bâtiments.

La contre-révolution n'a plus besoin que d'un chef. Elle le trouve dans les rangs des Social-démocrates majoritaires : un ancien bûcheron, monté dans l'appareil du Parti jouit de la confiance des officiers : c'est Gustav Noske. "L'un de nous", déclare-t-il, "doit faire office de bourreau. Je serai ce "Bluthund", le chien sanglant, je ne crains pas la responsabilité."

Le 4 janvier, Ebert et Noske, sur l'invitation du général Von Lüttwitz, passent en revue les troupes de la contre-révolution. A ce moment, le général Von Lüttwitz dispose de plus de 80 000 hommes autour de Berlin. Il est prêt à frapper tant qu'il en a encore les moyens. Pour cela, il faut provoquer les révolutionnaires, les précipiter dans un affrontement prématuré.

LE PARTI COMMUNISTE ALLEMAND INCAPABLE DE GUIDER LA RÉVOLUTION : LA MANIFESTATION DU 5 JANVIER TOURNE PRÉMATURÉMENT A L'INSURRECTION

Le prétexte, c'est l'affaire Eichorn. Eichorn est le préfet de police de Berlin. C'est un vieux socialiste, l'un des fondateurs du Parti indépendant et il ne cache pas ses sympathies pour les révolutionnaires. Le 1^{er} janvier, dans leur journal, le "Vorwärts", les Majoritaires lancent une campagne de calomnies contre lui, l'accusent d'avoir reçu de l'or russe, d'avoir acheté des armes illégalement et d'avoir volé des produits alimentaires. A la suite de quoi le cabinet le révoque et le remplace.

Eichorn refuse de se plier, soutenu par toutes les organisations de gauche de Berlin, des Indépendants aux Spartakistes. Le 4 janvier au soir, les Indépendants, les Délégués révolutionnaires et les Communistes se mettent d'accord pour appeler les travailleurs de Berlin à manifester contre la destitution d'Eichorn et lancent le mot d'ordre de grève générale.

La position de Rosa Luxemburg et du Parti communiste est claire : il ne s'agit pas d'aller au-delà d'une simple grève de protestation, et il faut savoir à la fois jusqu'où Ebert est prêt à aller et comment réagiront les ouvriers des autres régions d'Allemagne.

Paul Levi rapportera que "sur l'appréciation de la situation créée par la destitution d'Eichorn, il y avait une complète unanimité. Tous les présents (à la réunion du 4) pensaient qu'il serait insensé de tendre vers le gouvernement ; un gouvernement soutenu par le prolétariat n'aurait pas eu à vivre plus de quatorze jours. (...) Nos mots d'ordre devaient être précisés dans le sens suivant : annulation de la révocation d'Eichorn, désarmement des troupes contre-révolutionnaires, armement du prolétariat. Aucun de ces mots d'ordre n'impliquait le renversement du gouvernement (...). Nous étions tous d'accord là-dessus."

Le 5 janvier, la manifestation prend une ampleur que les organisateurs eux-mêmes n'attendaient pas. Levi raconte : "Ce que l'on vit ce jour-là à Berlin était peut-être la plus grande action prolétarienne de masse jamais vue dans l'Histoire. (...) De Roland à Victoria se

tenaient des prolétaires, tête contre tête. Il y en avait jusque très loin dans le Tiergarten. Ils avaient amené leurs armes, faisaient flotter leurs bannières rouges. Ils étaient prêts à tout faire et à tout donner, même leur vie. Une armée de 200 000 hommes, comme aucun Ludendorff n'en avait vue."

"C'est alors, poursuit le récit de Levi, que se produisit l'incroyable. Les masses étaient là très tôt, depuis 9 heures, dans le froid et le brouillard. Et les chefs siégeaient quelque part et délibéraient. Le brouillard augmentait et les masses attendaient toujours. Mais les chefs délibéraient. Les masses déliraient d'excitation : elles voulaient un acte, un mot qui apaisât leur délire. Personne ne savait quoi. Les chefs délibéraient. Le brouillard augmentait et, avec lui, le crépuscule. Tristement, les masses rentraient à la maison : elles avaient voulu quelque chose de grand et elles n'avaient rien fait. Et les chefs délibéraient."

Les chefs en question ce sont des Délégués révolutionnaires et des Indépendants et deux membres du jeune Parti communiste : Liebknecht et Wilhelm Pieck. Ils estiment que la situation a évolué, qu'une bataille doit s'engager et qu'elle ne peut pas être menée à moitié. Il ne suffit plus de protester contre la destitution d'Eichorn ; il faut, puisque c'est possible, engager la lutte pour le pouvoir. La majorité des présents se laissent convaincre. Dorrenbach, influent chez les matelots, affirme que la Division de Marine et une grande partie de la garnison de Berlin n'attendent qu'un signe pour se battre ; que plusieurs milliers d'hommes, cantonnés à Spandau, sont prêts à marcher sur la capitale avec 2 000 mitrailleuses et 20 canons de campagne. Richard Müller et Däumig ne pensent pas que l'insurrection puissent vaincre à l'échelle du pays ; ils sont en minorité.

L'assemblée crée un "comité révolutionnaire" de 52 membres dans le but de diriger l'insurrection. A sa tête, un membre de chaque tendance ; Ledebour, Liebknecht et Sholze. Liebknecht croit pouvoir compter sur la garnison de Berlin. Il escompte aussi une importante aide militaire promise de Spandau et de Francfort sur l'Oder.

Des groupes d'ouvriers armés s'emparent des locaux du "Vorwärts" et occupent dans la nuit les entreprises d'édition et de presse. Mais ces groupes agissent de façon autonome. Plus tard, on saura que les hommes qui ont pris ces initiatives étaient des agents provocateurs, entraînant sans trop de difficulté des éléments gauchistes.

La tactique de Noske est claire : c'est le moment d'opérer une saignée alors que la révolution prend son essor, et avant qu'elle n'ait embrassé jusqu'aux masses les plus reculées, les plus arriérées, les moins organisées et les moins politisées. C'est le moment tant que ces masses-là, celles qui viennent depuis peu à la vie politique, à la vie syndicale, en sont encore à choisir le grand Parti social-démocrate, parti de gouvernement qui plus est. L'objectif de Noske est d'abattre la fraction avancée de la classe ouvrière, celle des grands centres industriels qui sort ou ressort les armes, qui est passée du Parti social-démocrate ou du parti Indépendant à l'extrême-gauche.

Ce moment dangereux, celui où les premiers bataillons de la classe ouvrière ont acquis une pleine conscience révolutionnaire, mais où ce n'est encore qu'une fraction isolée, ce moment est l'un des plus dangereux, dans toute révolution.

On l'a vu tout particulièrement en juin 1848, lorsque la bourgeoisie française décide la fermeture des "ateliers nationaux" qui permettaient à la masse des chômeurs de survivre. Lorsqu'elle leur retire ce maigre moyen de subsistance, c'est dans le but conscient de

provoquer une insurrection désespérée du prolétariat parisien. Leur mot d'ordre, "Du plomb ou du pain !", l'héroïsme n'y change rien. Les faubourgs, isolés du reste du pays, sont "nettoyés" par l'armée ; la révolution noyée dans un bain de sang.

C'est presque une constante de la révolution, qui veut que l'avant-garde ouvrière, la fraction la plus consciente et la plus déterminée, quand elle sent sa force véritable, soit tentée de se jeter trop tôt dans la lutte pour le pouvoir. Le problème s'est aussi posé dans la révolution russe.

En juillet 1917, les ouvriers de Petrograd avaient déclenché des manifestations armées, fermement décidés à en finir avec le gouvernement Kerenski, allant ainsi contre l'avis des dirigeants bolcheviks qui les jugeaient prématurées. Encore ne suffit-il pas d'apprécier correctement la situation et de poser la tactique juste. Il faut avoir les moyens de sa politique. La forte cohésion du Parti bolchevik, l'influence et les liens profonds de ses militants avec la masse ouvrière en même temps que la souplesse de sa direction lui ont permis d'opérer le tournant imposé par la situation.

Des membres du parti avaient pris la tête de la protestation armée pour l'orienter vers une retraite ordonnée. La répression avait ensuite frappé les Bolcheviks replongeant le parti dans l'illégalité, mais il avait épargné aux travailleurs de Petrograd un affrontement qui aurait pu être utilisé politiquement pour diviser les travailleurs, et écarter définitivement les travailleurs qui n'étaient pas encore arrivés au même niveau de conscience du chemin sur lequel ils étaient en train d'y parvenir.

En Allemagne, c'est l'appréciation qui est faite par Rosa Luxemburg qui est juste, mais elle reste lettre morte, n'ayant pas l'autorité suffisante pour l'imposer, ni les relais militants pour tenter de la mettre en application. Il manque à Rosa Luxemburg ce que justement elle a tant combattu dans le parti de Lénine : sa centralisation extrême, la "dictature" de son comité central, comme elle a été jusqu'à dire.

L'indécision des chefs révolutionnaires allemands au moment critique est manifeste. Après un jour et une nuit de délibérations, Délégués révolutionnaires, Indépendants et Communistes n'appellent qu'à une nouvelle manifestation pour le lendemain 6 janvier. Ils rédigent cette proclamation : "Le gouvernement Ebert-Scheidemann s'est rendu intolérable. Le comité révolutionnaire soussigné, représentant des ouvriers et des soldats révolutionnaires, proclame sa déposition. Le comité révolutionnaire assume provisoirement les fonctions gouvernementales. Camarades ! Travailleurs ! Serrez les rangs autour des décisions du comité révolutionnaire ! Signé : Liebknecht, Ledebour, Scholze."

Sur son ordre, un détachement de 300 hommes, commandé par le marin Lemngen, s'empare du ministère de la Guerre, puis l'abandonne. Plusieurs centaines de milliers de travailleurs se mettent aussi en grève, mais il n'y a pas d'appel à la grève générale.

Surtout, on peut estimer à 10 000 tout au plus le nombre de ceux qui sont prêts à se battre. Jogiches réclame du parti qu'il désavoue l'initiative de Liebknecht et de Pieck qui ont agi en dehors de toute discipline de parti. Radek adjure le parti d'appeler à la reprise du travail, de donner le signal de la retraite. Mais Rosa Luxemburg ne s'y résout pas, bien qu'elle la juge aussi nécessaire : elle pense que les Communistes, en y appelant ne doivent pas se rendre complices des Indépendants qui, eux, s'apprêtent à capituler.

C'est là encore un défaut décisif dont fait preuve le tout jeune Parti communiste allemand, jeune de quelques jours et déjà dans la tempête. Il ne sait pas définir sa politique vraiment seul, en fonction des masses et de la situation, en étant convaincu que seule cette attitude finira par faire la différence avec les autres partis, sans être gêné parce que ces partis sont effectivement capables de suivre le mouvement des masses qui monte comme un flotteur suit la marée.

Chaque hésitation, chaque pas manqué, redonne confiance au gouvernement, un moment ébranlé. Noske racontera plus tard dans ses mémoires : "Si les foules avaient eu des chefs décidés, sachant ce qu'ils voulaient, (...) elles auraient été maîtresses de Berlin, ce jour-là (le 6 janvier) vers midi".

Un parti révolutionnaire aguerri aurait eu pour tâche de gagner la confiance des masses qui étaient descendues dans les rues de Berlin, de faire que ce premier pas ne se finisse pas sans perspective, et qu'il soit clairement indiqué que l'objectif était maintenant de gagner l'ensemble du prolétariat allemand à prendre lui-même en main le pouvoir.

8 janvier 1919 : LES CORPS FRANCS S'ATTAQUENT A LA RÉVOLUTION

Dès le 6 janvier, Noske a confié les pouvoirs de police au général Von Lüttwitz et prépare l'intervention des Corps francs.

La presse social-démocrate se déchaîne contre les "bandits armés de la Ligue Spartakus". Ebert lui-même dénonce la tentative de "dictature de Liebknecht et Rosa Luxemburg".

Le 8 janvier, le gouvernement lance un appel à la population berlinoise : il combattra la violence par la violence et promet de "mettre un terme à l'oppression et à l'anarchie".

Délégués révolutionnaires, Communistes et Indépendants répondent par un appel à la grève générale et aux armes. Dans les usines se tiennent des assemblées où les travailleurs se prononcent presque partout pour l'arrêt immédiat des combats, l'unité, la fin de la "lutte fratricide" entre socialistes.

Face aux Corps francs, il n'y a plus guère que 3 000 hommes armés. Le 8, c'est le signal de l'offensive : les troupes se mettent en mouvement, occupent les points stratégiques. La ville de Spandau est prise d'assaut. Le président du conseil ouvrier est tué dans l'action, celui des conseils de soldats, le Spartakiste Max von Lojevski, est arrêté et abattu. Le 11 au matin, l'immeuble du "Vorwärts" est bombardé. Les assiégés se rendent, plusieurs prisonniers sont abattus sur place. Le lendemain, la troupe s'empare de la préfecture de police où 300 insurgés étaient retranchés. Le Communiste Justus Braun est abattu avec plusieurs de ses compagnons.

Noske parade avec ses troupes dans Berlin. Durant ces journées, la direction communiste est totalement désorganisée. Depuis plusieurs jours elle n'a plus de contact avec Liebknecht. Jusqu'au dernier moment, Levi et Radek ont proposé aux dirigeants communistes de prendre leurs responsabilités.

S'adressant à la centrale du parti, Radek écrit : "Vous déclarez que vous ne voulez

vous emparer du pouvoir que si vous avez derrière vous la majorité de la classe ouvrière. (...) Aujourd'hui, les seules organisations de masse à considérer, les conseils d'ouvriers et de soldats, n'ont de force que sur le papier. (...) Si le gouvernement tombait entre vos mains à la suite d'un putsch, vous seriez coupés de la province et balayés en quelques heures. (...) L'unique force capable de freiner et d'empêcher ce désastre, c'est vous, le Parti communiste. (...) Rien ne peut empêcher celui qui est plus faible de battre en retraite devant une force supérieure."

Les dirigeants spartakistes, y compris Rosa Luxemburg, ne l'ont pas vu ainsi. Dans son dernier article, écrit le 14 janvier 1919, Rosa Luxemburg explique : "Placés devant la provocation violente des Ebert-Scheidemann, les ouvriers révolutionnaires étaient contraints de prendre les armes. Pour la révolution, c'était une question d'honneur que de repousser l'attaque immédiatement, de toute son énergie, si l'on ne voulait pas que la contre-révolution se crût encouragée à un nouveau pas en avant."

L'honneur sauf. C'est vrai que c'est la première des choses que l'on doit à Rosa et à Liebknecht depuis leur prise de position le jour de la déclaration de guerre. "Les masses ont été à la hauteur de leur tâche. Elles ont fait de cette défaite un maillon dans la série des défaites historiques qui constituent la fierté et la force du socialisme international. Et voilà pourquoi la victoire fleurira sur le sol de cette défaite."

15 janvier 1919 : LUXEMBURG ET LIEBKNECHT ASSASSINÉS, LE PARTI COMMUNISTE EST DECAPITÉ

Les travailleurs paient cher le prix de la défaite. Alors que Rosa Luxemburg écrit son article "L'Ordre règne à Berlin", les Corps francs font la chasse aux militants avec ordre de frapper à la tête du soulèvement, de s'emparer des dirigeants révolutionnaires.

Déjà, dans la nuit du 8 au 9 janvier, une première attaque à la mitrailleuse a lieu contre les locaux de la rédaction de la "Rote Fahne". Mais, dit son biographe Paul Frölich, "Rosa méprisait le danger, ou plutôt elle le cherchait, par un sentiment romantique de sa responsabilité qui lui commandait de partager tous les risques avec le simple combattant de la révolution". Mais nous ne pensons pas que cette attitude romantique soit exemplaire. Lénine, le 8 juillet 1917, avait décidé de fuir, pour se mettre à l'abri, pendant plusieurs semaines en Finlande, lorsque le vent de la répression soufflait directement sur sur le Parti bolchevique.

Pire, Rosa et Léo Jogiches, dit encore Frölich, "ces conspirateurs expérimentés renonçaient aux plus élémentaires mesures de sécurité. Ils se rencontraient avec des camarades dirigeants et des chefs des différentes troupes de combattants ouvriers dans des lieux publics, toujours dans le secteur étroit où se déroulaient les principaux combats".

Le Communiste Ernst Meyer et Ledebour sont arrêtés. Quelques-uns, Dorrenbach, Eichorn, Scholze, réussissent à quitter la capitale. Les autres sont dans la clandestinité. Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht ont trouvé refuge chez un sympathisant. C'est là qu'ils sont arrêtés, le 15 janvier, ainsi que Wilhelm Pieck, qui venait leur apporter de faux papiers.

Quelques heures plus tard, Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht sont assassinés par les soldats. Avec le meurtre de ses dirigeants, le jeune Parti communiste est décapité, après 15 jours à peine d'existence.

Les Corps francs ratissent la ville, 750 participants aux journées de janvier sont arrêtés à Berlin. Les militants sont traqués dans tout le reste de l'Allemagne où chaque grève, chaque manifestation ouvrière en faveur du soulèvement de Berlin est réprimée. A Hambourg, une manifestation de chômeurs est mitraillée par la police ; le Communiste Laufenberg, président du conseil des ouvriers et des soldats de Hambourg est arrêté, l'état de siège proclamé.

Ici ou là, les ouvriers ont momentanément ou localement l'avantage. A Brême, la République des conseils est proclamée, les travailleurs s'arment ; Düsseldorf est aux mains des ouvriers ; à Wilhelmshaven, ouvriers et matelots s'emparent de la gare et des bâtiments publics ; les travailleurs de la Ruhr sont en grève générale.

Pendant 4 mois, les ouvriers désorganisés par la répression et sans direction centrale, se lancent dans toute l'Allemagne dans des combats en ordre dispersé. Ce sont surtout des combats défensifs où les travailleurs se mettent en grève et s'arment à l'approche des troupes de répression. Noske envoie les Corps francs qui brisent, ville par ville, une région après l'autre, la résistance ouvrière.

Une fois commencée, la répression qui s'en est d'abord pris aux bataillons les plus avancés de la révolution, ne peut plus reculer. Elle a tout intérêt à poursuivre, à profiter du fait qu'elle a réussi à décapiter les masses, pour continuer d'en abattre les dirigeants potentiels, ceux qui pourraient être une relève.

En 1848, en France, la bourgeoisie n'a eu besoin d'opérer une répression militaire qu'à Paris. En janvier et février 1919, en Allemagne, elle doit le faire à l'échelle de tout le pays, et elle y parvient car sa supériorité vient de son organisation totalement centralisée, coordonnée. Les Corps francs qui ont maté Berlin ne sont que quelques milliers au départ. C'est leur réussite qui permet à l'état-major de ressouder d'autres troupes, de resserrer la discipline et de disposer de nouvelles troupes, de nouveaux volontaires.

QUELLE POLITIQUE FACE A L'UTILISATION DE L'ARMÉE ?

Liebknecht s'est trompé en croyant mûr le moment d'appeler à l'insurrection. L'armée n'a pas basculé largement. Son processus de décomposition n'était pas assez avancé pour qu'une fraction notable des troupes ait une chance de passer complètement à la révolution.

Or il faut absolument à la révolution au moins un minimum de troupes à elle. Si les Corps francs ont pu être lancés à l'assaut, et si l'État major s'est empressé de les utiliser si vite, c'est qu'il n'y avait pas encore à craindre qu'ils rencontrent en face des troupes, des garnisons, que la révolution pourrait mobiliser pour se protéger.

La Révolution russe avait connu sa tentative de répression militaire en août 1917. C'est Kornilov qui avait joué le rôle de Noske et il avait rigoureusement le même plan que Noske : commencer par décapiter la révolution là où elle était la plus avancée, à Petrograd, à l'aide de troupes sûres.

Mais Kornilov n'a pu réaliser la première partie de ce plan. L'implantation des Bolcheviks, leur appel à toutes les ressources de mobilisation de la classe ouvrière ont permis de désorganiser l'offensive et de la volatiliser, avec une apparente facilité. Les Bolcheviks ne

s'étaient pas contentés d'appeler le prolétariat à la grève, ou à manifester. Ils lui ont demandé ni plus ni moins d'organiser lui-même la défense de Petrograd. Et les travailleurs ont surveillé, contrôlé tout ce qui passait entre leurs mains, conversations téléphoniques, aiguillage des voies de chemins de fer, approvisionnement, etc... pour désorganiser au maximum la troupe adverse, tout en organisant avec un maximum d'efficacité leur propre défense.

En Allemagne, l'appel à l'insurrection a été lancé trop tôt, et sans forces efficaces. Il aurait fallu éviter à tout prix de lancer la confrontation générale. Mais celle-ci commencée avec l'appel à l'insurrection, les événements ne sont plus maîtrisables. C'est le gouvernement qui garde l'initiative.

Mars 1919, DEUX MOIS DE COMBATS ET DE RÉPRESSION

Le 4 février, les Corps francs du colonel Gerstenberg conquièrent Brême ; il y a 75 morts. Les ouvriers de Kiel et de Hambourg s'arment. Kiel est en grève générale. Les Corps francs prennent Bremerhaven le 9 février. A Berlin, 12 chômeurs sont tués, 17 à Breslau.

Le 12 février, Karl Radek qui vit dans la clandestinité, traqué par la police est arrêté. A Hambourg, l'état de siège est de nouveau décrété. Noske a confié aux troupes du général Von Watter la tâche de reconquérir la région minière de la Ruhr, poumon industriel de l'Allemagne, où le conseil des soldats vient de se proclamer autorité suprême dans la région.

Une conférence régionale des délégués des conseils ouvriers menace de déclencher la grève générale si les troupes du général Von Watter ne sont pas retirées. Le 19 février, la grève est décidée, avec l'appui d'une partie des délégués majoritaires, jusqu'au retrait des troupes. Des affrontements meurtriers opposent grévistes aux forces de l'ordre. Les combats font 19 morts à Elberfeld, 2 morts à Essen. Il y a 180 000 grévistes le 20, on se bat dans toute la région, à Gelsenkirchen, Bochum, Bottrop, où il y a 72 morts. La violence de la répression qui a surpris et désorganisé les mineurs brise le mouvement. Le 22 février, il n'y a plus que 140 000 grévistes. Deux jours plus tard, la grève est terminée.

En Allemagne centrale, les Corps francs du général Maercker s'emparent de Gotha puis d'Eisenach. Toute la région se met en mouvement. Les mineurs, autour desquels sont rassemblés cheminots et ouvriers de l'industrie chimique, entrent en grève le 24 février. Partie de Halle, la grève s'étend rapidement à la Saxe. Le 26, Leipzig et Magdebourg sont en grève. Le mouvement menace de faire tâche d'huile et d'entraîner Berlin. Les 3 500 hommes du général Maercker, un moment submergés, occupent Halle le 3 mars et viennent à bout de la grève : il y a 55 morts et 170 blessés.

A Berlin, les Communistes appellent les ouvriers à déclencher la grève générale, tout en les avertissant : "Ne vous laissez pas entraîner à de nouvelles fusillades ! Noske n'attend que cela pour provoquer une nouvelle effusion de sang !" Des assemblées générales se tiennent dans les grandes entreprises de la capitale, à Siemens, Spandau, Schwartzkoff, Knorr-Bremse. Les ouvriers poussent en faveur de la grève générale. Leur pression est telle que le conseil de Berlin la décide à une très large majorité, entraînant la presque totalité des délégués majoritaires.

La grève est votée le 3 mars ; le même jour, le gouvernement décrète l'état de siège

pour "protéger la population laborieuse du Grand Berlin des entreprises terroristes d'une minorité et de lui éviter la famine". Le 4, les Corps francs du général Von Lüttwitz marchent sur Berlin. Une foule massée sur la place Alexandre est dispersée par l'intervention de chars d'assaut. Le 6, les troupes de Lüttwitz donnent l'assaut contre les marins de la Division du Peuple, avec mitrailleuses, artillerie et chars d'assaut.

Du 5 au 12 mars, de violents combats éclatent dans la capitale ; Berlin connaît sa seconde "semaine sanglante". Noske a mobilisé tous les moyens de répression, y compris les chars et l'aviation contre les grévistes et les marins insurgés. La troupe fusille en masse dans les rues. Noske a donné l'ordre de fusiller sur place quiconque sera pris les armes à la main. L'imprimerie communiste est saccagée.

Léo Jogiches, dirigeant communiste, arrêté le 10 mars, est assassiné par les Corps francs. Le bilan est particulièrement lourd : au moins 3 000 morts et 10 000 blessés pour cette seule semaine, 150 militants et dirigeants communistes ont été exécutés. Le Parti communiste est interdit. Les monarchistes, eux, paraded dans les rues de Berlin.

LE RÉVOLUTION VAINCUE EN ALLEMAGNE, C'EST TOUT LE PROLÉTARIAT INTERNATIONAL QUI VA RECULER

Au même moment, en France, en mai 1919, une grève générale pour les 8 heures est victorieuse. Une vague de grèves secoue l'Algérie. Des révoltes sociales et des insurrections nationales éclatent dans tout le Moyen-Orient, de la Syrie à l'Inde. De violentes grèves insurrectionnelles éclatent, au printemps 1919, à Buenos Aires et à Barcelone. L'Autriche est couverte de conseils ouvriers. La montée révolutionnaire en Europe centrale voit, le 21 mars 1919, la proclamation de la République soviétique de Hongrie puis celle de Slovaquie.

Pendant quelques semaines ou quelques mois, c'est toute la bourgeoisie internationale qui se demande vraiment si le monde ne va pas changer de base.

Mais la contre-révolution a vaincu en Allemagne, et c'est le plus gros bataillon du prolétariat international qui est battu. La République des conseils de Bavière est écrasée le 1^{er} Mai. Le communiste Eugen Léviné est condamné à mort et fusillé.

C'est finalement l'ordre capitaliste qui reprend le dessus. L'Europe entière est saignée, 10 millions d'hommes sont tombés sur les champs de bataille de la guerre; le potentiel industriel est réduit de 40 %, le potentiel agricole de 30 %. Les États, vainqueurs et vaincus, sont surendettés ; en quatre années de guerre, la dette publique de la France a été multipliée par 6,5, celle de l'Angleterre par 11, celle de l'Allemagne par 27. La famine rôde sur tous les pays. L'Europe dit Trotsky, ressemble à une "maison de fous".

Par le Traité de Versailles, signé le 28 juin 1919, les vainqueurs imposent à l'Allemagne un diktat draconien. L'Allemagne est amputée à l'est, à l'ouest et au nord, d'un septième de son territoire et d'un dixième de sa population. Elle doit livrer une grande partie de sa flotte marchande, des matières premières, du matériel ferroviaire, des machines, du bétail et accorder durant plusieurs années des avantages douaniers. Ses fleuves, l'Elbe et l'Oder, ainsi que le canal de Kiel sont internationalisés. Les mines de charbon de la Sarre sont cédées à la France.

Toute la marine de guerre allemande se saborde plutôt que de se livrer. Enfin, l'armée est réduite à 100 000 hommes, insuffisante pour mener une guerre extérieure. Les Alliés l'estiment nécessaire pour contenir la révolution ouvrière à l'intérieur. Un peu comme Bismarck accorda à Thiers en 1871 la libération d'une partie des prisonniers pour écraser l'insurrection de la Commune.

Mars 1920 : LA CLASSE OUVRIERE FAIT ECHOUER LE PUTSCH DE KAPP VISANT A RENVERSER LA REPUBLIQUE

La classe ouvrière allemande va montrer qu'elle aurait pu, si elle avait eu une direction bien à elle, faire échouer ce long massacre. Elle le prouve même après cette défaite. Car début 1920 se prépare, dans les milieux de l'état-major et en particulier parmi les cadres des Corps francs, le projet d'en finir avec la République parlementaire, de se débarrasser des ministres sociaux-démocrates dont ils n'ont plus besoin.

A la surprise générale, c'est un bureaucrate, Karl Legien, le "dictateur" des syndicats qui se comporte en dirigeant, et décide de briser le putsch militaire en faisant appel à la classe ouvrière. Karl Legien symbolise "l'appareil" des syndicats, mais devant le danger de mort que représente pour lui le putsch, il lance le mot d'ordre de grève générale et met en place une direction, un Comité Central de grève. Kapp, qui prépare le putsch est réduit à l'impuissance par l'action ouvrière. Sa tentative échoue lamentablement, et il démissionne.

Après quoi, le gouvernement social-démocrate, vainqueur dans l'épreuve de force, demande aux ouvriers de cesser la grève et aux milices armées de rendre les armes.

Décembre 1920. NAISSANCE DU PARTI COMMUNISTE UNIFIÉ : L'INTERNATIONALE COMMUNISTE GAGNE LA MASSE DES TRAVAILLEURS DU PARTI INDEPENDANT

Les élections de juin 1920 indiquent deux mouvements. D'une part, le nombre total de voix des socialistes diminue, et passe de 13 800 000 voix en janvier 1919 à 11 400 000, soit 31 %. En même temps, s'opère un transfert considérable, qui indique une nouvelle radicalisation : les Majoritaires perdent la moitié de leurs électeurs (5 500 000 voix), et les Indépendants doublent leurs suffrages (5 000 000).

Lorsque les Bolcheviks sont en mesure d'organiser les premiers congrès de la 3^{ème} Internationale, c'est d'abord et surtout en fonction de la situation allemande qu'ils se déterminent. Les 21 conditions d'adhésion sont rédigées en juillet 1920 en fonction du Parti indépendant. Toutes les préoccupations sont tendues vers la construction la plus rapide possible d'un parti en Allemagne.

Les Indépendants votent l'adhésion à l'Internationale et, deux mois plus tard, en décembre 1920, le PC allemand et le Parti indépendant procèdent à la fusion, créant un seul parti, le Parti communiste allemand unifié, en abrégé VKPD ; il est fort de 350 000 militants, dont 300 000 proviennent du Parti indépendant. Pour la première fois, l'Allemagne dispose d'un parti communiste de masse.

Mais les débuts de ce nouveau Parti communiste ne sont pas encourageants. En mars 1921, des incidents se sont produits dans les mines de cuivre de Mansfeld.

Le nouveau Parti communiste appelle à l'insurrection, et une semaine plus tard le Comité central lance le mot d'ordre de grève générale. Mais aucun de ces ordres ne sont suivis. Pire, on voit des groupes communistes, notamment des chômeurs, s'en prendre aux ouvriers qui travaillent et ceux-ci se défendent ou contre-attaquent. Le Comité central annonce la fin de l'action. 150 000 militants quittent le parti.

Pour Lénine et Trotsky, c'est un tournant, et d'ampleur internationale. L'heure n'est plus à l'offensive révolutionnaire, mais au reflux, qui est déjà amorcé. Le travail des communistes n'est plus de se lancer à l'assaut du pouvoir, mais de conquérir patiemment la confiance des masses.

1923, LA DÉFAITE SANS COMBAT

En 1923, Lénine paralysé par la maladie, le parti allemand et l'Internationale vont perdre une nouvelle bataille, décisive. L'occupation de la Ruhr par les troupes françaises ravive le problème économique des réparations exigées par les alliés à l'Allemagne. Une inflation énorme ruine une partie de la petite bourgeoisie, des émeutes de la faim éclatent aussi. Les fonctionnaires désobéissent. L'aristocratie ouvrière qui avait jusqu'ici gardé de relatifs privilèges voit d'un coup son niveau de vie écrasé, et tous les salaires sont nivelés sous le minimum vital.

Pour la bourgeoisie, le danger est peut être pire qu'en 1918. Car le puissant Parti social-démocrate est cette fois miné de partout. Une aile gauche y apparaît. Mais surtout, et c'est nouveau, les travailleurs commencent à s'en détourner, par haine du régime capitaliste, et c'est vers le Parti communiste que cette fois ils se dirigent.

Tragédie de l'histoire, c'est maintenant la direction de l'Internationale qui est le point faible. Lénine hors de combat, le Parti bolchevik sort des coups de la guerre civile, affaibli, ayant perdu de son sang, transfusé, mais avec des germes de bureaucratie en pleine expansion.

Trotsky est partisan d'une offensive à cet instant précis en Allemagne. Mais les attitudes des autres dirigeants en URSS sont d'abord marquées par la guerre larvée qui a commencé entre Staline et Trotsky. Personne ne veut prendre une responsabilité bien lourde du fait qu'il s'agit de l'Allemagne. Staline ne dit rien. Mais il s'arrange pour adjoindre à Trotsky des hommes à lui, au cas où la politique de Trotsky serait victorieuse.

L'intervention est décidée par l'Internationale. Un plan détaillé d'une insurrection est prévu avec Brandler. Mais cette préparation ne va concerner que les cadres du parti. Les masses ne voient rien d'une marche vers le pouvoir. Le 21 octobre 1923, le directoire des comités d'usine juge la situation défavorable, les armes insuffisantes, et décommande l'insurrection.

“Drame silencieux, invraisemblable”, dira Albert. “Un million de révolutionnaires prêts, attendant le signal pour monter à l'assaut ; derrière eux, des millions de sans-travail, d'affamés, meurtris, désespérés, tout un peuple douloureux murmurant : "nous aussi, nous aussi". Les muscles de cette foule déjà tendus, les poings déjà serrés sur les mausers qu'on

allait opposer aux blindés de la Reichswehr... Et rien ne s'est passé que la sanglante bouffonnerie de Dresde, quelques flaques de sang sur le pavé industriel de Saxe (60 morts au total)”. Au passage, les Communistes de Hambourg, qui n'ont pas été prévenus du contre-ordre, se sont lancés dans l'insurrection, seuls.

Après ce dernier épisode, la direction du Parti communiste allemand va passer directement entre les mains de la direction stalinienne. Vue l'importance stratégique de l'Allemagne, la bureaucratie stalinienne remanie celle-ci en priorité.

L'histoire de l'apprentissage par la classe ouvrière et ceux qui lui sont dévoués de la lutte de classe et de la construction du parti s'arrête là.

Mars 1995

BIBLIOGRAPHIE

Paul Frölich : Rosa Luxemburg
(L'Harmattan)

Pierre Broué : la Révolution allemande
(Les Éditions de Minuit)

*

Gilbert Badia : les Spartakistes
(collection Archives Julliard N° 21)

Gilbert Badia : le Spartakisme
(L'Arche)

Jacques Benoist-Méchin : Histoire de l'armée allemande 1918-1937
(bouquins, Robert Laffont)

TABLE DES MATIERES

| | |
|--|----|
| L'importance de la course aux colonies, et du retard du capitalisme allemand | 2 |
| La guerre vécue par les masses opprimées | 3 |
| La volonté d'en finir avec la guerre commence à renaître après deux ans d'horreurs | 5 |
| Le prolétariat allemand sur la voie de la révolution, orphelin de sa direction politique. | 5 |
| Une poignée de militants restent fidèles dans la débâcle | 6 |
| Le groupe Spartacus naît en 1916 | 7 |
| Exclus ensemble, révolutionnaires et centristes fondent le Parti indépendant, l'USPD (avril 1917) | 8 |
| Avril 1917, les premiers craquements dans la société | 9 |
| Juin 1917, premiers craquements dans l'armée | 9 |
| La révolution russe au service de la révolution internationale | 10 |
| La révolution russe, première étape de la révolution européenne | 11 |
| Une première passe d'armes entre classe ouvrière et classe bourgeoise en Allemagne | 12 |
| Septembre 1918, la Russie soviétique desserre l'étau de l'agression impérialiste grâce à l'aide de la révolution internationale | 13 |
| Octobre 1918, les révolutionnaires constituent la Ligue spartakiste, toujours dans l'USPD | 14 |
| Novembre 1918 : la révolution allemande explose au coeur même de l'armée bourgeoise | 15 |
| 9 novembre 1918, la révolution balaye l'ancien régime impérial | 16 |
| Un gouvernement à coloration socialiste au service de l'appareil d'état bourgeois resté intact | 17 |

| | |
|---|----|
| Ebert utilise le capital de confiance restant dans le Parti social-démocrate pour renforcer son gouvernement et affaiblir le pouvoir des conseils | 19 |
| Décembre 1918, la révolution met en branle des masses toujours nouvelles de travailleurs | 21 |
| 1 ^{er} janvier 1919, fondation du Parti communiste d'Allemagne | 23 |
| Maladie de jeunesse du Parti communiste allemand, il se révèle gauchiste, impatient, s'égare sur les élections et l'activité syndicale | 24 |
| Maladie grave de naissance : le Parti reste une organisation sans réelle direction ni véritable discipline | 27 |
| L'état-major lance ses premières escarmouches contre les révolutionnaires | 27 |
| La constitution d'une nouvelle armée contre-révolutionnaire : les Corps francs | 29 |
| Le Parti communiste allemand incapable de guider la révolution : la manifestation du 5 janvier tourne prématurément à l'insurrection | 30 |
| 8 janvier 1919 : les Corps francs s'attaquent à la révolution | 33 |
| 15 janvier 1919 : Luxemburg et Liebknecht assassinés, le Parti communiste est décapité | 34 |
| Quelle politique face à l'utilisation de l'armée ? | 35 |
| Mars 1919, deux mois de combats et de répression | 36 |
| Le révolution vaincue en Allemagne, c'est tout le prolétariat international qui va reculer | 37 |
| Mars 1920 : la classe ouvrière fait échouer le putsch de Kapp visant à renverser la république | 38 |
| Décembre 1920, naissance du Parti communiste unifié : l'Internationale communiste gagne la masse des travailleurs du Parti indépendant. | 38 |
| 1923, la défaite sans combat | 39 |
| BIBLIOGRAPHIE | 41 |